

TOUS LES MOYENS MOBILISÉS POUR LA CAMPAGNE
LABOURS-SEMAILLES

L'Etat veut réussir son pari

La campagne labours-semailles 2024-2025 sera lancée le 1er octobre prochain sur fond des engagements stratégiques du chef de l'État. L'Algérie s'est donc fixé comme objectif d'assurer son autosuffisance alimentaire en blé dur, l'année prochaine. Et pour cela, les pouvoirs publics se sont donnés les moyens de réussir à cultiver 3,069 millions d'hectares, dont 55% seront consacrés au blé dur (1,6 million d'hectares), tandis que plus d'un million d'hectares seront consacrés à l'orge. P 3



APPROVISIONNEMENT DU
MARCHÉ EN QUANTITÉS
IMPORTANTES DE PNEUS
**300 000 unités seront
importées d'ici fin de
2024**

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué, avoir procédé, mardi, à l'approvisionnement du marché en quantités importantes de pneus importés en vue de répondre aux besoins du marché national et réduire les prix. P 2

ALGÉRIENNE DES EAUX
**Distribution
quotidienne de 5,5
millions m3/j**

L'Algérienne Des Eaux (ADE) possède une capacité de production totale de 9,3 millions de mètres cubes par jour, soit environ 3,4 milliards de mètres cubes par an. Cette capacité est cruciale pour répondre aux besoins variés des différentes régions du pays. La répartition des sources d'eau révèle une dépendance significative : 56 % proviennent des nappes souterraines, 24 % des eaux de surface et 20 % des eaux dessalées. Cette diversité des sources est essentielle pour maintenir un approvisionnement stable, tout en soulignant la vulnérabilité face aux variations climatiques, comme l'a indiqué Mustapha Rekik, directeur général de l'ADE. P 5

SOUS-TRAITANCE
**200 PME algériennes
en mesure de servir
l'industrie automobile**



Plus de 200 PME algériennes sont en mesure de servir l'industrie automobile locale dans le cadre de la sous-traitance, a indiqué le président de la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP), Kamel Agsous, soulignant la nécessité d'une meilleure visibilité pour améliorer leurs offres techniques. P 5

LA DEMANDE VA CONTINUER À CROÎTRE
AU MOINS JUSQU'EN 2050

**Le pétrole a encore
de l'avenir** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Examen du suivi
de la rentrée scolaire
et universitaire** P 5

BOURSE D'ALGER

**Un nouvel intermédiaire
agréé par la Cosob** P 5

LA DEMANDE VA CONTINUER À CROÎTRE AU MOINS JUSQU'EN 2050

Le pétrole a encore de l'avenir

La demande mondiale de pétrole devrait continuer à croître "au moins" jusqu'en 2050, a indiqué l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui décrit la sortie des énergies fossiles comme «un fantasme».

Synthèse Selma R

Selon l'édition 2024 de son rapport sur les perspectives de la demande pétrolière mondiale publié mardi, l'Opep voit la demande progresser de 17% entre 2023 et 2050, de 102,2 millions de barils par jour (mb/j) à 120,1 mb/j à la fin de la période.

L'organisation revoit au passage significativement à la hausse sa projection pour 2045 à 118,9 mb/j contre 116 mb/j dans l'édition précédente de son rapport sur les perspectives de la demande pétrolière mondiale, dont la dernière mouture a été dévoilée mardi.

«Ces prévisions soulignent que le fantasme de la sortie progressive du pétrole et du gaz n'est pas conforme à la réalité», souligne l'Opep estimant que la croissance de la demande pétrolière sera portée principalement par les pays hors OCDE, au premier rang desquels l'Inde, alors qu'elle baissera à compter de 2030 chez les pays de l'OCDE (principalement des pays développés).

A elle seule, l'Inde verrait sa demande croître de 8 mb/j sur 2023-2050. Parmi les principaux facteurs de soutien de cette demande de pétrole et de l'énergie



en général, l'accroissement de la population mondiale, qui passerait de quelque 8 milliards d'habitants aujourd'hui à 9,7 milliards d'ici 2050, une croissance là encore tirée par les pays

hors de l'OCDE, notamment en Afrique et en Asie. Du point de vue des secteurs, «la plus forte demande supplémentaire au cours de la période de prévision est prévue pour les secteurs

de la pétrochimie, du transport routier et de l'aviation», indique le rapport.

Malgré une montée en puissance des voitures électriques, l'Opep estime que les véhicules thermiques «devraient continuer à dominer le transport routier». L'Opep met en avant plusieurs «obstacles» à l'essor des véhicules électriques: les réseaux électriques, la capacité de fabrication de batteries et l'accès aux minéraux essentiels. L'organisation s'attend aussi à une «pression», tant des décideurs politiques que des populations sur des ambitions «trop élevées» en matière de déploiement des énergies renouvelables ou des véhicules électriques. Ces prévisions interviennent au lendemain de l'annonce de 1.600 suppressions de postes au sein du géant suédois de la batterie Northvolt, notamment en raison du ralentissement de la demande.

Afin de satisfaire la demande grandissante de brut, l'Opep estime à plus de 17.000 milliards de dollars le montant des investissements cumulés nécessaires pour le secteur, soit quelque 640 milliards de dollars par an en moyenne d'ici 2050, majoritairement dans l'exploration et la production d'or noir.

PÉTROLE

Le baril de Brent à 74,62 dollars à Londres

Les cours du pétrole restent en légère baisse mercredi, les investisseurs semblant peu convaincus par la tentative de relance annoncée en Chine, tandis que les tensions au Proche-Orient continuent de les préoccuper. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perd 0,73% à 74,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour

livraison le même mois, baisse de 0,81% à 70,58 dollars. La banque centrale de Chine (PBoC) a présenté cette semaine une série de mesures destinées à stimuler la deuxième économie du monde, première importatrice de pétrole, toujours en convalescence après la pandémie de coronavirus. Parmi elles, la baisse de 2,3% à 2% du taux pour les prêts à moyen terme aux établissements financiers

(MLF). Pas suffisant pour relancer durablement à la hausse les prix de l'or noir, car "les traders en pétrole ont eu le temps de réévaluer l'impact réel de ces mesures sur la demande de brut", selon un analyste. Les investisseurs demeurent également attentifs à l'escalade des tensions au Proche-Orient. Outre la situation en Chine et au Proche-Orient, les cours sont affectés par l'état des stocks de brut amé-

ricains, qui ont baissé de 4,34 millions de barils la semaine dernière, ceux d'essence ayant perdu 3,44 millions de barils, selon la fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API). Les données de l'API sont toutefois réputées moins fiables que celles de l'EIA.

R E.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN QUANTITÉS IMPORTANTES DE PNEUS

300.000 unités seront importées d'ici fin de 2024

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué, avoir procédé, mardi, à l'approvisionnement du marché en quantités importantes de pneus importés en vue de répondre aux besoins du marché national et réduire les prix.

Ainsi, le ministère a précisé qu'un premier lot de 100.000 unités de pneus importés a été injecté sur le réseau de distribution national et ce depuis la wilaya d'Aïn M'lila. L'opération a été supervisée par le directeur régional du

Commerce de la région de Batna, Mohamed Serdoune, en compagnie de cadres et d'agents de contrôle de la Direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Aïn M'lila, et ce lors d'une visite sur le terrain effectuée aux entrepôts de la société chargée de l'importation de cette quantité. Cette visite s'inscrit dans le cadre de "l'engagement à garantir la transparence des opérations commerciales ainsi que la lutte contre les pratiques illégales pouvant affecter négativement le marché local", selon

le communiqué. Dans une déclaration à l'APS, M. Serdoune a indiqué que cette première opération s'inscrit également dans le cadre d'un programme visant essentiellement l'importation de 300.000 unités avant la fin de l'année en cours, soulignant qu'il y a 17 autres opérateurs (au niveau de la région de Batna) qui injecteront parallèlement des quantités importantes dans les semaines à venir. Le marché national verra, dans les deux prochains mois, l'entrée de quantités de pneus afin de répondre aux besoins du mar-

ché et de réduire les prix de manière "significative", a fait savoir le responsable. Toutes les opérations de mise de ces quantités sur le marché seront effectuées sous la supervision des services du secteur du commerce à partir de la réception des marchandises par l'importateur jusqu'à leur arrivée au commerçant de détail, et ce pour durcir le contrôle et lutter contre la spéculation.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger

Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ovargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

TOUS LES MOYENS MOBILISÉS POUR LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES

L'Etat veut réussir son pari

La campagne labours-semailles 2024-2025 sera lancée le 1er octobre prochain sur fond des engagements stratégiques du chef de l'État. L'Algérie s'est donc fixé comme objectif d'assurer son autosuffisance alimentaire en blé dur, l'année prochaine. Et pour cela, les pouvoirs publics se sont donnés les moyens de réussir à cultiver 3,069 millions d'hectares, dont 55% seront consacrés au blé dur (1,6 million d'hectares), tandis que plus d'un million d'hectares seront consacrés à l'orge.

Par Réda Hadi

Si la campagne labours semailles a déjà commencé de manière discrète dans certaines wilayas, les pouvoirs publics se disent déterminés à ce que l'objectif fixé, soit atteint. Tout a été fait pour y arriver, sans oublier qu'il est essentiel de renforcer les capacités de stockage des céréales, avec les nouveaux centres qui seront réceptionnés à partir de mars prochain Fort de leurs aptitudes, les pouvoirs publics œuvrent aussi en amont. C'est dans cette, que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a appelé, mardi à Alger, les acteurs du secteur à une mobilisation totale pour la réussite de la saison agricole et la concrétisation de l'engagement commun fixé. Présidant une rencontre nationale avec les directeurs des services agricoles des 58 wilayas, les directeurs des coopératives agricoles, les représentants des instituts techniques relevant du secteur et plusieurs parties concernées par la campagne labours-semailles, le ministre a affirmé que "toutes les conditions sont réunies pour le lancement, sur de bonnes bases, de la nouvelle saison agricole. Conformément aux orientations du président

de la République, il a fait savoir, qu'effectivement 1,17 million d'hectares avaient été consacrés à la culture de l'orge, soulignant que le secteur œuvrait, à assurer une production locale d'orge répondant aux besoins nationaux pour ne plus recourir à son importation à compter de 2026.

Les fortes précipitations enregistrées dans toutes les régions du pays et les préparatifs en prévision de la saison labours-semailles 2024-2025 permettent de lancer la campagne de labours le 1er octobre et de la parachever vers la fin du mois.

Celui-ci a expliqué aussi, que la réunion vise à établir une feuille de route commune entre les services locaux et les partenaires du secteur pour que la saison soit une parfaite réussite.

4,2 millions de tonnes de semences produites localement

Cherfa souligne aussi que conformément aux engagements des services agricoles locaux à emblaver 3,69 millions d'hectares durant cette saison, 4,2 millions de tonnes de semences produites localement ont été fournies. Elles sont certifiées par le Centre national de contrôle des semences et des plantations. Il

déclare que, pour la 1e fois, la quantité de semences sera distribuée en fonction des caractéristiques de chaque wilaya et la nature de ses terres agricoles.

Aussi, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a invité, les agriculteurs à se rapprocher des coopératives des céréales et des légumineuses, en vue d'acquérir les intrants agricoles, en prévision du lancement de cette campagne. Ces intrants comprennent les engrais, les semences de céréales dont le blé dur, le blé tendre et l'orge, ainsi que les semences de légumineuses, pois chiche et lentilles.

Il faut souligner que lors de la cérémonie de son investiture, le chef de l'État a réitéré son engagement à atteindre l'autosuffisance dans certaines cultures stratégiques en 2025 et 2026. Il s'est félicité des réalisations significatives dans le secteur agricole et a promis d'atteindre une autosuffisance totale et complète en blé dur vers fin 2025, et en orge et maïs en 2026. C'est une année charnière pour le secteur de l'agriculture devant relever de nombreux défis dont la mise en valeur de 500.000 hectares de terres dans les wilayas du Sud en vue de promouvoir les capacités nationales en matière de production de céréales.

DÉVELOPPEMENT DES CULTURES OLÉAGINEUSES ET DU MAÏS-GRAINS

Thème d'une journée de sensibilisation à Timimoun

Le développement des cultures oléagineuses et du maïs-grains est le thème d'une journée de sensibilisation organisée mercredi à Timimoun en direction des agriculteurs et opérateurs agricoles de la région, à l'initiative du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Intervenant à l'ouverture de cette rencontre, la directrice de la valorisation et de la promotion des produits agricoles au ministère, Hanane Labiad a af-

firmé que cette activité entre dans le cadre d'une série de rencontres de sensibilisation et de vulgarisation menée par le ministère dans le cadre de la mise en œuvre du plan agricole 2025-2029 portant encouragement des opérateurs agricoles à investir dans les cultures oléagineuses et le maïs-grains pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et réduire la facture d'importation. Les grandes potentialités natu-

relles hydro-édaphiques que renferme l'Algérie lui permettent d'atteindre cet objectif, a souligné Mme Labiad avant d'appeler les opérateurs agricoles, agriculteurs et entreprises nationales intéressées par ce créneau dont Cosider, Agrodif et les partenaires étrangers, à adhérer à ce programme. La même responsable a fait état, à ce titre, d'une superficie de 400.000 ha mise à la disposition des investisseurs, via la plate-

forme numérique de l'Office national de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) et de l'Office national des terres agricoles (ONTA), en plus de la récupération du foncier agricole non-exploité. Pour sa part, le secrétaire de la Chambre de l'agriculture de Timimoun, Yacine Karimi, a indiqué que l'expérience de développement des cultures oléagineuses au niveau du périmètre agricole Am-

guiden (wilaya de Timimoun) a donné lieu, la saison dernière, à des résultats "probants" sur une superficie emblavée de 700 ha extensible cette saison. Cette rencontre s'est déroulée en présence d'opérateurs agricoles, d'agriculteurs, de cadres du secteur et de représentants des différents partenaires du secteur de l'agriculture dans la wilaya de Timimoun.

RÉGULATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les orientations de Tebboune saluées

Des organisations professionnelles de producteurs et exportateurs algériens ont affirmé que les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, concernant la régulation du commerce extérieur, permettraient d'éviter la pénurie sur le marché national. A ce titre, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le CREA ne pouvait que soutenir ces mesures, décidées par le Président de la République, pour la protection et la promotion de l'économie nationale. "Si l'augmentation de nos exportations constitue indéniablement un objectif primordial, nous considérons, cependant, que dans sa politique visant la régulation des importations, il est tout à fait normal qu'à l'instar de tous les pays, le gouvernement travaille à la priorisation de la satisfaction de la demande nationale par la production locale. Cette démarche vise à prévenir les risques de pénuries et de tensions sur le

marché", a-t-il soutenu.

Lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche dernier, le président de la République avait insisté auprès du Gouvernement qu'il ne sera jamais toléré de créer la pénurie, "pour quelque raison que ce soit", enjoignant à davantage de vigilance au niveau du ministère du Commerce pour lutter contre les lobbies de l'importation, qui tentent de faire chanter l'Etat, et ce, en retirant leurs licences et registres de commerce dès que leur implication est établie.

Le président de la République a également ordonné la préparation d'un décret présidentiel réglemant le commerce extérieur, y compris les opérations d'exportation, qui nécessitent de minutieuses études de faisabilité financière et économique du marché national et international, afin que "l'exportation ne devienne pas une malédiction et une source de pénurie et de déséquilibre du marché national". M. Moula a également indiqué que la décision du président de la République de réguler le commerce extérieur à travers un décret prési-

dentiel, contribuerait à "la moralisation" du secteur économique, faisant observer que cela s'inscrit dans le cadre du développement de l'économie nationale et de la préservation du caractère social de l'Etat. Et de souligner que la régulation du domaine commercial "sera menée avec le concours de toutes les parties prenantes". De son côté, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Tarek Boulmerka a affirmé que les orientations du président de la République "vont créer un équilibre entre les exportations et les importations du pays, ce qui permet de prévenir les pénuries sur le marché local".

M. Boulmerka a salué l'affirmation du président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres, selon laquelle les opérations d'exportation nécessitent de minutieuses études de faisabilité financière et économique du marché national et international, relevant que ces études permettront d'exporter et d'importer sur des bases économiques. Pour sa part, l'expert en économie, Abdel-

kader Slimani a salué, dans une déclaration à l'APS, l'importance de la décision du président de la République de lutter contre "les lobbies d'importation", ce qui permettra, assure-t-il, de prévenir les pénuries en matière de produits de large consommation, et d'intrants de production. Estimant que la décision du président de la République d'organiser le commerce extérieur contribuerait à la protection de l'économie nationale, le même expert a rappelé que «les lobbies de l'importation sont à l'origine des opérations de surfacturation des factures contre lesquelles le président de la République a lutté, alors qu'elles ont porté atteinte à l'économie nationale avant l'année 2020».

Soulignant que la décision du président de la République d'organiser les opérations d'exportation permettra d'"assurer la disponibilité des différents produits, en se focalisant sur l'exportation des produits enregistrant un excédent de production, M. Slimani a rappelé l'importance du rôle du Conseil national consultatif de promotion des exportations, installé il y a un an.

AQUACULTURE

Ensemencement de 40.000 alevins de tilapia rouge à Oran par

La direction locale de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Oran a, récemment, accompagné un agriculteur pour l'ensemencement de 40.000 alevins de tilapia rouge au niveau de son exploitation agricole, a-t-on appris auprès de cette même direction. Il s'agit d'une exploitation agricole située à Sidi Chahmi, qui a démarré en 2023, un projet d'élevage de tilapia rouge, a indiqué la chargée de communication de la direction de la pêche, Yamna Aber Aouni, ajoutant que cette opération est la deuxième, après une première expérience d'essai. L'ensemencement des 40.000 alevins de tilapia rouge permettra de récolter 100 tonnes de tilapia, après un cycle de 6 mois, a-t-on expliqué, ajoutant que cette ferme aquacole est la deuxième à Oran, la première étant une ferme plus petite d'une capacité d'une tonne par cycle, située dans une exploitation agricole à Hassi Mefsoukh. Deux demandes pour la mise en place de fermes aquacoles spécialisées dans l'élevage du tilapia rouge intégrées à l'agriculture sont, par ailleurs, en cours d'études, a fait savoir la même source.

CONSTANTINE

Une sexagénaire en possession de 46.400 euros et plus de 1Kg d’or arrêtée à l’aéroport international Mohamed Boudiaf

Les services de la police algérienne des frontières (PAF) de l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine en collaboration avec les Douanes algériennes ont arrêté une sexagénaire et saisi 46.400 euros et plus de 1kg d'or qui étaient en sa possession, a indiqué mardi la Sûreté de wilaya. La mise en cause issue d'une des wilayas du centre du pays a été arrêtée lors de l'examen par scanner des bagages des voyageurs, a indiqué la même source qui a précisé qu'elle avait en sa possession deux (2) valises et dissimulait dans la poche intérieure de l'une d'elles une somme de 20.000 euros non déclarée. La femme a fait l'objet par la suite de mesures de fouille et de contrôle, a souligné la même source, ajoutant qu'une autre somme d'argent en devise estimée à 26.400 euros minutieusement dissimulée par la suspecte en plus de 5 lingots d'or d'un poids total de 1059.29 grammes, soit plus de 1 kg d'or, ont été découverts. Une enquête a été par la suite ouverte par la police de lutte contre les crimes économiques et financières relevant du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Constantine, a ajouté la même source. Un dossier de procédures pénales a été élaboré à l'encontre de la femme arrêtée qui a été présentée devant le parquet local pour "infraction liée à la législation de change et de mouvement de capitaux", selon la même source.

ISLAMIC FINANCIAL SERVICES BOARD (IFSB)

Les actifs de la finance islamique ont augmenté de 4% en 2023

Les actifs de l'industrie des services financiers islamiques ont augmenté de 4% pour atteindre 3.380 milliards de dollars en 2023, selon un rapport publié par l'organisation IFSB (Islamic financial services board). "L'industrie mondiale des services financiers islamiques a montré une résilience remarquable, malgré un contexte économique mondial difficile marqué par des tensions géopolitiques, l'inflation et des pressions sur les marchés bancaires", a souligné l'organisation basée Kuala Lumpur. Les actifs de l'industrie ont atteint 3.380 milliards de dollars 2023, tirés principalement par la croissance continue du secteur bancaire islamique (+7,21%). Les Sukuk (certifi-



cats d'investissement conforme à la charia) ont progressé de 2,45%, atteignant 850 milliards de dollars, avec une augmentation significa-

tive des émissions liées à la durabilité, ajoute la même source. En outre, le secteur des assurances islamiques a enregistré une croissance de

6,5%, malgré des "défis régionaux". Cependant, le rapport a fait état de vulnérabilités persistantes en raison de la volatilité des marchés mondiaux, soulignant l'importance d'une gestion proactive des risques et de la mise en œuvre de normes prudentielles internationales. Le rapport a également examiner les risques émergents, tels que les actifs numériques et les risques financiers liés au climat, qui pourraient affecter la stabilité de l'industrie. L'IFSB est une organisation internationale regroupant les agences de réglementation et de surveillance du secteur de la finance islamique, dans l'objectif de promouvoir sa solidité et sa stabilité.

ALGÉRIE-EGYPTE

Une base de données pour connaître les opportunités de partenariat

L'ambassadeur d'Egypte en Algérie Mokhtar Gamil Tawfik Warida a annoncé mardi de Bordj Bou Arreridj l'ouverture d'une base de données à l'ambassade pour permettre aux investisseurs de connaître les opportunités de partenariat dans le domaine économique en Algérie. Dans une déclaration à la presse, l'ambassadeur a souligné que sa visite à la wilaya de Bordj Bou Arreridj s'inscrit dans le cadre de cette démarche visant à "augmenter le volume des échanges économiques entre les deux pays et à renforcer le partenariat et la complémentarité entre les entreprises égyptiennes et leurs paires algériennes". Le même diplomate a ajouté que cette visite "vient consolider le partenariat économique entre l'Egypte et l'Algérie qui sont deux pays liés par des rapports de fraternité et de coopération depuis la glorieuse révolution libératrice algérienne

et concrétiser la vision économique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune sous le slogan de l'Algérie victorieuse à travers le renforcement de la coopération, l'exploitation de toutes les possibilités pour développer le produit algérien et la réalisation de la complémentarité économique entre les deux pays". Il a également relevé que le partenariat économique entre les entreprises égyptiennes et le groupe algérien "Condor" présente une opportunité pour augmenter "dans un proche avenir" le volume des échanges entre les deux pays estimé à 1 milliard de dollars surtout avec les facilités accordées aux investisseurs algériens pour pénétrer

le marché égyptien". L'ambassadeur a exprimé sa satisfaction de l'évolution technologique qu'il a constatée durant sa visite aux unités du groupe "Condor" dans la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj qui l'habilite pour "être leader sur l'échelle nationale et pénétrer les marchés internationaux". Au début de la visite, le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer et le PDG du groupe "Condor", Abderrahmane Benhamadi ont présidé au côté de l'ambassadeur d'Egypte l'inauguration d'une entreprise de commerce électronique du même groupe qui propose des facilités bancaires et un service après-vente des produits du groupe.

OUM EL BOUAGHI

Don japonais d’équipements médicaux au profit d’une association à Ain M’lila

L'ambassadeur du Japon en Algérie, Kono Akira, a présidé mardi dans la commune d'Ain M'lila, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi une cérémonie de remise d'un don d'équipements d'ophtalmologie au profit de l'association El Amel dont le siège se trouve dans cette collectivité locale. Ces équipements placés à la clinique ophtalmologique qui se trouve au siège de l'association pour servir à assurer des consultations spécialisées en ophtalmologie au profit des personnes démunies sont, entre autres, un appareil d'optométrie, un ophtalmoscope et une meuleuse de verre optique. Dans une allocution au cours de la cérémonie tenue à l'occasion, l'ambassadeur japonais a émis l'espoir de voir ce projet contribuer à "approfondir l'amitié et la coopération bilatérale entre l'Algérie et le Japon".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Septembre 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg		دج / كغ		
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	113	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	100	72	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	42	البصل الجاف	
	Ail sec	387	443	331	الثوم الجاف	
	Carotte	83	93	73	الجزر	
	Navet	114	126	102	لفت	
	Poivron	114	128	100	الفلفل الاخضر	
	Piment	130	147	113	الفلفل الحار	
	Courgette	165	180	151	الكوسة	
	Haricot vert	217	241	192	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	148	163	134	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	376	480	271	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	549	683	415	التمر	
	Melon	96	107	85	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	87	96	79	البطيخ الاحمر	
	Poire	384	458	310	الاجاص	
	Raisin	198	258	139	العنب	
	Banane	466	482	451	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1804	1950	1658	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	456	468	445	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	99	88	حليب البقر (لتر)	

ALGÉRIENNE DES EAUX

Distribution quotidienne de 5,5 millions m3/j

L'Algérienne Des Eaux (ADE) possède une capacité de production totale de 9,3 millions de mètres cubes par jour, soit environ 3,4 milliards de mètres cubes par an. Cette capacité est cruciale pour répondre aux besoins variés des différentes régions du pays. La répartition des sources d'eau révèle une dépendance significative : 56 % proviennent des nappes souterraines, 24 % des eaux de surface et 20 % des eaux dessalées. Cette diversité des sources est essentielle pour maintenir un approvisionnement stable, tout en soulignant la vulnérabilité face aux variations climatiques, comme l'a indiqué Mustapha Rekik, directeur général de l'ADE.

Par Mourad A.

S'exprimant sur les ondes de la radio nationale, Rekik a affirmé que l'ADE est un acteur crucial dans la gestion des ressources en eau en Algérie, distribuant quotidiennement 5,5 millions de mètres cubes d'eau pour une population de 28 millions d'habitants. Ce volume illustre non seulement l'ampleur des opérations de l'ADE, mais souligne également son rôle vital pour la santé publique, garantissant l'accès à une ressource essentielle pour le bien-être de la population. Selon lui, l'ADE fait face à des défis significatifs en matière de gestion de l'eau, mais elle démontre un engagement constant à améliorer les infrastructures, à répondre aux crises et à garantir un approvisionnement équitable dans toutes les wilayas. Les mesures prises visent à renforcer la résilience et la durabilité de l'approvisionnement en eau en Algérie, assurant ainsi que cette ressource essentielle soit accessible à tous.

« Actuellement, 41 % des 390 communes sous la gestion des APC reçoivent de l'eau quotidiennement. En revanche, 22 % reçoivent de l'eau un jour sur deux, et 16 % un jour sur trois. Ces inégalités dans la distribution mettent en évidence la nécessité de continuer les efforts pour établir une distribution plus équitable à travers le pays », a-t-il ajouté.

Concernant les stations de dessalement de l'eau de mer, le DG a indiqué que cinq grandes stations, chacune d'une capacité de 300 000 m³, devraient produire jusqu'à 1,5 milliard de mètres cubes par jour, augmentant ainsi la part d'eau dessalée à 42 %. Cette initiative contribue à diversifier les sources d'approvisionnement et à réduire la pression sur les nappes phréatiques. L'ADE met également en œuvre des technologies modernes, telles que des appareils à radar pour détecter les fuites jusqu'à 8 mètres de profondeur, améliorant ainsi l'efficacité des réseaux de distribution.

En ce qui concerne la gestion du stress hydrique, Mustapha Rekik a évoqué Tiaret, où cinq communes ont été touchées durant l'été 2024. Il a expliqué qu'en réponse à ce problème, l'ADE a mis en place des mesures pour mobiliser 10 000 m³ d'eau par jour, en exploitant des forages existants et en récupérant des forages illicites. Ces actions témoignent de l'engagement de l'ADE à atténuer les impacts du stress hydrique.

Un projet récent de transfert d'eau de 47 km a été achevé rapidement, permettant le transfert de 10 000 m³ d'eau dès le premier jour. De plus, un budget de 10,5 milliards de dinars a été alloué à un nouveau projet visant à sécuriser un approvisionnement de 34 000 m³ par jour à Tiaret. L'année dernière, 22 wilayas étaient affectées par le stress hydrique, mais ce nombre a été réduit à 13 grâce à des interventions efficaces. L'ADE continue de développer des infrastructures, notamment la création de 171 nouveaux forages, augmentant le débit total à 227 000 m³ et renforçant la distribution d'eau, notamment dans le Sud.

« L'ADE a mis en œuvre des mesures pour garantir un approvisionnement continu en eau potable dans les wilayas touchées par le stress

hydrique. L'année dernière, 22 wilayas souffraient de perturbations dans l'alimentation en eau, mais ce chiffre a été réduit à 11 grâce à plusieurs projets de l'État. Avant la fin de 2024, 65 nouveaux forages seront réceptionnés et 52 autres seront réalisés. Des projets à long terme prévoient des transferts d'eau depuis des stations de dessalement vers les barrages. Un exemple cité est le barrage Koudiat-Acerdoune, actuellement sous-utilisé, pour lequel un projet de transfert de 47 km depuis la station de dessalement de Cap Djinet est envisagé », a-t-il déclaré.

Enfin, Rekik a indiqué que le barrage de Djorf-Torba a récemment enregistré un afflux de 240 millions de mètres cubes en seulement 24 heures, en réponse à des pluies torrentielles. Cet événement souligne l'importance d'une gestion efficace des ressources en eau lors de crises. En raison des inondations, le système de transfert d'eau vers Béchar a subi des dommages, nécessitant des réparations urgentes pour rétablir l'approvisionnement. Des instructions ont été émises pour assurer un approvisionnement quotidien en eau à Béchar, illustrant la réactivité de l'ADE face aux situations d'urgence.

BOURSE D'ALGER

Un nouvel intermédiaire agréé par la Cosob

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a annoncé HIER, dans un communiqué, l'octroi d'un agrément au profit de la société "Invest Market SPA" en qualité d'intermédiaire en opérations de Bourse (IOB). Cet agrément autorise la société d'exercer les activités de négociation pour compte propre, négociation pour compte de tiers, conseil en pla-

cement de valeurs mobilières, placement de valeurs mobilières et de produits financiers, gestion individuelle de portefeuille en vertu d'un mandat, conseil aux entreprises en matière de structure de capital, de fusion et de rachat d'entreprises, indique la même source. Par ailleurs, la Cosob a annoncé aussi l'autorisation de deux nouveaux acteurs à exercer l'activité de promoteur en Bourse: la société

"Finabi" et la société "Invest Market". Le rôle du promoteur en Bourse consiste à accompagner les entreprises souhaitant faire leur entrée en Bourse. "Cette activité contribue à dynamiser le marché et à élargir l'offre d'investissement", explique la commission. Selon la Cosob, "l'arrivée de ces nouveaux acteurs témoigne de l'attractivité croissante du marché financier et de sa dynamique actuelle".

SOUS-TRAITANCE

200 PME algériennes en mesure de servir l'industrie automobile

Plus de 200 PME algériennes sont en mesure de servir l'industrie automobile locale dans le cadre de la sous-traitance, a indiqué le président de la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP), Kamel Agsous, soulignant la nécessité d'une meilleure visibilité pour améliorer leurs offres techniques. "Avec toutes les faiblesses encore à surmonter par les PME de sous-traitance, nous considérons que 200 d'entre elles sont potentiellement en mesure de servir l'industrie automobile. Sur les 200, une centaine est prête dès lors que la fabrication de véhicules sera effective", a déclaré M. Agsous dans un entretien à l'APS. Pour la centaine restante, le processus d'homologation par les constructeurs va leur permettre de lancer les chantiers nécessaires à la modernisation de leur management, leur mode de fabrication et l'introduction des

technologies "up to date" nécessaires pour répondre aux exigences de qualité et de sécurité du secteur automobile, souligne le président de la BASTP. Selon lui, à l'exception du moteur, l'ensemble des composants d'un véhicule (environ 3.000) pourront être fournis par les sous-traitants algériens, sur une durée moyenne de trois à cinq ans dès lors que les conditions nécessaires seront réunies. Il s'agit principalement d'avoir une visibilité sur le marché de l'automobile en Algérie, notamment en ce qui concerne l'offre attendue des constructeurs automobiles sur "au moins les cinq prochaines années". "Les PME de sous-traitance locales sont pour certaines déjà en mesure de répondre à cette industrie naissante, mais ont besoin de cette visibilité pour améliorer leurs offres techniques et surtout permettre à de nouveaux arrivants d'investir ce secteur en connaissance de

cause", soutient-il. La deuxième condition majeure pour assurer une continuité de la fourniture de produits à ce secteur est la nécessité de la "mise à niveau" du tissu industriel national en général et celui de la sous-traitance en particulier, ajoute M. Agsous expliquant que ce processus devrait mettre cette activité aux standards internationaux en matière de qualité, de coût, de délais et de management. Dans ce sens, le président de la BASTP estime que les partenariats avec les équipementiers étrangers pouvaient accélérer ce processus de fourniture de pièces de qualité. Ces partenariats pourraient prendre plusieurs formes allant du simple transfert technologique et de savoir-faire à un partenariat capitalistique sous forme de joint-venture entre entreprises étrangères et PME de sous-traitance nationale, explique-t-il.

R E.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen du suivi de la rentrée scolaire et universitaire

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la rentrée scolaire et universitaire, ainsi qu'à l'examen de projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larabaoui, a présidé, ce mercredi 25 septembre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la rentrée scolaire et universitaire, ainsi qu'à l'examen d'un projet de décret exécutif fixant les conditions et les procédures d'agrément, de fonctionnement et de contrôle des établissements privés d'éducation et d'enseignement, visant à améliorer la qualité de l'enseignement et les conditions de scolarisation, et à promouvoir les normes techniques et pédagogiques applicables à l'investissement privé dans le domaine éducatif, et à assurer la complémentarité avec le secteur public à travers la consécration de la loi d'orientation sur l'éducation nationale comme une référence fondamentale pour l'activité de ces établissements.

Par ailleurs, et en application des directives de monsieur le Président de la République relatives à l'organisation du commerce extérieur, le Gouvernement a examiné les moyens de renforcement du cadre réglementaire relatif à la protection et à la promotion de l'économie nationale à travers la régulation des importations et des exportations et la consolidation des équilibres économiques afin d'éviter tout déséquilibre du marché national. Dans le même cadre, le Gouvernement a parachevé l'examen du projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail, visant le renforcement du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane, et à renforcer sa contribution aux efforts de développement des services des douanes. Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'acquisition du logement promotionnel public".

BLIDA
De nouvelles
structures
pédagogiques
inaugurées à
l'université Ali
Lounici

De nouvelles structures pédagogiques ont été inaugurées, mardi, à l'Université Ali Lounici d'El Afroun (Blida), à l'occasion de la nouvelle année universitaire 2024-2025. Il s'agit de l'inauguration par les autorités locales de 500 places pédagogiques à la faculté de littérature et des langues et d'une bibliothèque centrale, à la faveur du coup d'envoi de la nouvelle année universitaire. La première structure comporte, selon les explications données sur place, 25 salles de cours et une trentaine de bureaux administratifs et pour les enseignants, réalisés sur une assiette globale de 2.900 m2 de la faculté de littérature et des langues, accueillant, cette année 2.467 nouveaux bacheliers répartis sur les départements de langue arabe, anglais, français et italien, selon les explications fournies sur place. Equipée avec les dernières technologies et fournitures de bureau, la nouvelle bibliothèque centrale dispose de près de 500.000 ouvrages et peut accueillir 1.600 étudiants. Selon le recteur, Adel Mezough, la structure s'étend sur une superficie de 6.814 m2. Elle compte 15 bureaux administratifs, deux (2) salles de lecture, une salle d'informatique et une autre pour les enseignants. Quelque 8.010 nouveaux bacheliers ont rejoint, mardi, les bancs de l'Université Ali Lounici, portant ainsi son effectif étudiantin à près de 32.000, répartis sur quatre (4) facultés, les sciences économiques, le Droit et les sciences politiques, les sciences sociales et humaines, et la littérature et les langues.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Relance de quatre importants projets

L'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed a bénéficié d'une relance de quatre projets importants au titre de la nouvelle année universitaire, a-t-on appris, mardi, du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.

Il s'agit des projets de réalisation de 160 logements en faveur des enseignants du campus universitaire d'Oran, la réalisation de la faculté des sciences sociales, un amphithéâtre de 1.000 places et le siège du rectorat de l'Université, a indiqué le professeur Ahmed Chaalal, recteur et président de la conférence régionale des Universités de l'Ouest, en marge de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire, qui a vu la présence du Secrétaire général de la wilaya, de la corporation universitaire et des partenaires économiques. Ces projets constitueront "un véritable plus pour la communauté universitaire en général et pour l'Université d'Oran 2 en particulier", selon le même responsable. Abordant la nouvelle rentrée universitaire, le professeur Chaalal a souligné que cette année sera consacrée à la poursuite de l'enseignement de certaines matières de base en langue anglaise et à l'achèvement du processus de numérisation, saluant les réalisations de l'institution universitaire qu'il dirige dans ces

deux domaines, sachant qu'elle a été classée parmi les 22 Universités nationales qui entreront dans le concept de "l'Université de quatrième génération". Selon le même responsable, environ 6.200 nouveaux étudiants se sont inscrits à l'Université d'Oran 2, avec l'ouverture d'un programme de la double licence entre anglais et sciences politiques - option Relations internationales - qui seront sanctionnées par deux licences dans les deux spécialités précitées. Quant au cycle master, deux nouvelles formations ont été ouvertes en langue espagnole, à savoir " l'Espagnol à des fins déterminées", " Tourisme culturel patrimonial " et " langue espagnole, littérature et civilisation". A la faculté des sciences sociales, une spécialité master a été ouverte en "psychologie et santé". Afin de soutenir la formation des étudiants, l'Université sera renforcée par le recrutement d'environ 35 nouveaux professeurs au cours du mois d'octobre prochain, portant le nombre total à plus de 1.000 professeurs

permanents et contractuels. Le même responsable a également indiqué que l'Université d'Oran 2 a enregistré 125 projets de startups au titre de la résolution ministérielle 12-75, dont sept ont reçu la marque de projet innovant. Afin d'encourager l'entrepreneuriat en milieu étudiantin, l'Université d'Oran 2 a signé une convention de partenariat avec l'antenne de la wilaya d'Oran de l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat, représentée par son directeur, Mahalla Houari, en marge de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire. L'accord vise à encourager et promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat chez les étudiants universitaires et les diplômés de l'enseignement supérieur. Ce partenariat vise également à orienter et accompagner les jeunes compétences dans le développement et la création de leurs propres petite-entreprises innovantes afin de répondre aux besoins du marché.

ORAN

Raccordement de 5.800 foyers au réseau de fibre optique en septembre

Un total de 5.800 foyers, dont 3.300 situés dans les localités d'El-Mohgoune (Arzew) et Ain El-Beida (Es-Senia) ont été raccordés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (Fiber to the home-FTTH), en ce mois de septembre, a-t-on appris, mardi, de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom (AT) d'Oran.

Au début de ce mois, 2.500 foyers ont été connectés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile au pôle urbain de la commune de Oued Tlalat, a indiqué le sous-directeur commercial du district, Bensmain Hadj Mohamed. Il a indiqué que la commercialisation de cette offre d'un débit d'un gigabit (GB) a été entamée, durant ce mois

de septembre au niveau des cités " 1.300 logements sociaux " d'El-Mohgoune et 2.000 logements de la localité de Ain El-Beida, ajoutant que l'opération a connu une large adhésion des citoyens concernant l'offre, qui comprend le versement d'une somme de 300 dinars seulement, l'accès à titre gracieux à un modem "Wifi 6", outre l'accès, également

gratuit aux appels de et vers le téléphone fixe, ainsi qu'un mois d'internet de 300 mégas/seconde. Pour rappel, Algérie Télécom a procédé, durant l'année écoulée, au raccordement de 17.614 foyers à la technologie FTTH, dont près de 8.000 situés au pôle urbain " Ahmed Zabana" de Misserghine, selon la même source.

BATNA

60.000 tonnes de clinker exportées par la société des ciments d'Ain Touta depuis début 2024

La Société des ciments d'Ain Touta, wilaya de Batna, (SCIMAT), relevant du groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), a exporté 60.000 tonnes de clinker depuis le début de l'année en cours 2024, a indiqué mardi, son président directeur général (PDG), Mamar Bahloul. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une journée d'information dédiée aux médias locaux, M. Bahloul a précisé que "l'essentiel de cette quantité a été dirigé vers la Tunisie", ajoutant que les efforts sont actuellement déployés pour augmenter le volume des

exportations de ce produit et trouver de nouveaux marchés extérieurs tout en veillant à satisfaire les besoins des grands projets à l'échelle locale et nationale. Les exportations de clinker de SCIMAT avaient atteint l'année passée 260.000 tonnes dirigées vers plusieurs pays du Nord-ouest d'Afrique et d'Europe, a rappelé le même responsable qui a précisé que la société a investi plus de deux milliards DA pour remplacer le filtre électrique par un autre d'une technologie plus avancée par souci de protection de l'environnement. La journée

d'information organisée à l'occasion du 38ème anniversaire de l'entrée en activité de SCIMAT a donné lieu à une visite des divers ateliers et les trois carrières de la société avec des explications détaillées des techniciens de SCIMAT sur les phases de production du ciment à partir de matières premières locales. Une manœuvre simulant une intervention en cas d'incident a été également organisée. Cette initiative vise à faire connaître les capacités de SCIMAT en matière d'approvisionnement du marché local et national en ciment et sa contribution à l'éco-

nomie nationale ainsi qu'à favoriser la communication entre l'entreprise et les représentants des médias et leur faire découvrir le processus de production de ciment et le jargon technique de la filière, a précisé Hayat Lazri, directrice de la communication, du marketing et de la veille concurrentielle du groupe GICA. La société des ciments d'Ain Touta (SCIMAT) dispose d'une capacité de production annuelle d'un million tonnes de ciment et 600.000 tonnes d'agréats couvrant les besoins de plus de sept wilayas du pays, a-t-on indiqué.

EL-MENIAÂ

Plusieurs projets pour renforcer le réseau d'électricité

La wilaya d'El-Meniaâ a bénéficié au titre de l'exercice 2024 d'une série de projets pour renforcer le réseau d'électricité, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de l'Energie et des Mines (DEM). Il s'agit, entre autres, du raccordement de la wilaya d'El-Meniaâ au réseau électrique national dans le cadre du projet reliant le réseau du nord à celui du sud du pays, a expliqué, à l'APS, le direc-

teur du secteur, Mohamed Boumessaoud, signalant que les travaux de réalisation de ce tronçon-- d'un linéaire de 300 km- au niveau du territoire de la wilaya ont été lancés en juillet dernier. Ce programme de développement comprend également la réalisation de quatre nouveaux centres de transformation électrique dans les trois communes que compte la wilaya, à savoir El-Meniaâ, Hassi Lefhal et Hassi El-Gara,

a-t-il ajouté. Le responsable a, de plus, évoqué le projet de réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque, d'une capacité de 50 mégawatts sur une superficie de 50 hectares de Hassi El-Gara, précisant que l'étude technique et l'opération de choix du terrain destiné à accueillir cette installation énergétique ont été achevées, en attendant le lancement des travaux début 2025. Ces projets pourraient contribuer à

la promotion de l'investissement agricole et industriel, notamment l'industrie de transformation, la wilaya d'El-Méniaâ étant considérée comme un pôle agricole spécialisé dans la céréaliculture et les cultures maraîchères, en plus d'assurer un bon approvisionnement des zones d'expansion urbaine en électricité et d'éviter les coupures de courant dans la wilaya, a-t-on relevé.

PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES ET INCLUSION FINANCIÈRE

Défis et perspectives en Algérie

Depuis 2018, l'Algérie a entrepris une transformation majeure dans les secteurs du commerce électronique et de la fintech, marquant ainsi une étape décisive vers la modernisation de son économie. Soutenue par des réformes législatives et des progrès technologiques, cette dynamique vise à faciliter l'émergence de services digitaux. Cependant, malgré ces avancées, l'adoption des paiements électroniques reste encore très faible, représentant à peine 1,3 % des transactions totales[1]. Ce chiffre met en lumière les obstacles structurels et culturels qui freinent encore l'accélération de la transition numérique du pays.

1^{ère} partie

PAR Ali KAHLANE (*)

Deux structures majeures se distinguent comme les moteurs de cet écosystème en pleine expansion : la GIE Monétique et la SATIM (Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et de Monétique). Ces entités jouent un rôle central dans la mise en œuvre des solutions de paiement électronique et constituent les fondations de l'infrastructure monétique nationale.

Législation et cadre réglementaire : un développement encore en cours

Le cadre législatif algérien a évolué avec deux lois importantes. La loi n° 18-05 du 10 mai 2018 sur le commerce électronique a marqué la première régulation du secteur, en définissant les règles pour les transactions en ligne et en protégeant les consommateurs, tout en établissant les responsabilités des commerçants. La loi monétaire et bancaire n° 23-09 du 21 juin 2023, promet de soutenir l'essor des technologies financières en promouvant l'innovation des fintechs et accélérer l'adoption des paiements électroniques. Dans cet environnement, les quelques fintechs existantes fonctionnent sous des régimes de tolérance ou via des partenariats avec des banques. Malgré des limites dans leur champ d'action, elles montrent le potentiel des entrepreneurs algériens à innover dans des domaines comme les paiements mobiles, les transferts d'argent et le microfinancement digital.

Obstacles à l'adoption du paiement électronique

Malgré les efforts de la SATIM et de la GIE Monétique, l'impact du paiement électronique reste limité. En 2023, les transactions se concentrent principalement sur les recharges téléphoniques et le paiement de factures (télécoms, pour le transport, assurances, Sonelgaz, SEAAL), tandis que les paiements en espèces dominent dans le commerce de détail. La confiance des consommateurs dans la sécurité des transactions reste fragile, surtout concernant la protection des données personnelles. L'Autorité nationale de protection des données (ANPDP), récemment créée, n'a pas encore d'impact significatif pour dissiper ces craintes. L'infrastructure des paiements électroniques reste encore insuffisante en Algérie. Bien qu'en 2023, une augmentation de 20 % ait permis de déployer plus de 58 000 terminaux de paiement électronique (TPE), leur adoption par les commerçants reste limitée. De nombreux commerçants ne les utilisent pas activement, ce qui freine l'expansion du paiement digital. Pourtant, le potentiel est immense : le marché algérien pourrait accueillir entre 500 000 et 600 000 commerçants supplé-

mentaires, soulignant ainsi l'ampleur des opportunités inexploitées dans ce domaine.

Impact de la pandémie de la Covid-19

La pandémie de la Covid-19 a offert une fenêtre d'opportunité pour l'adoption accélérée du paiement électronique en Algérie, mettant en évidence son potentiel pour des transactions sécurisées, tout en limitant les risques sanitaires. Pendant cette période, l'usage des paiements électroniques a connu un sursaut, poussant à la fois les consommateurs et les commerçants à se tourner vers ces technologies pour réduire les risques de contamination. Cependant, une fois la crise sanitaire atténuée, cet élan s'est rapidement essoufflé. Ce recul montre clairement que l'impulsion initiale n'a pas été maintenue et qu'un soutien plus structuré est nécessaire pour assurer la pérennité et l'expansion durable de ces pratiques dans le pays.

Croissance des paiements électroniques : Opportunités et défis

Malgré les obstacles persistants, des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine des paiements électroniques en Algérie. Les données de la Banque d'Algérie révèlent une augmentation de 58,9 % des transactions par carte bancaire en 2023, atteignant 46,4 millions d'opérations pour un montant total de 592,8 milliards de dinars. Parallèlement, le nombre de web-marchands homologués a enregistré une hausse impressionnante de 75,3 %, passant de 291 à 510 entre 2022 et 2023. Cette dynamique souligne le fort potentiel du commerce en ligne en Algérie. Néanmoins, l'adoption des paiements électroniques reste encore trop concentrée sur des segments spécifiques, comme les services de facturation et les achats limités. Pour que ces avancées aient un véritable impact durable, une adoption plus large à l'échelle de toute l'économie algérienne est indispensable. La diversification des usages et l'extension à d'autres secteurs sont donc des étapes cruciales pour maximiser les bénéfices de cette transition numérique.

Le paiement mobile : Un potentiel sous-exploité

En 2023, 39 millions de transactions via le téléphone mobile ont été enregistrées, représentant un volume de 28 milliards de dinars, en grande partie grâce à des solutions comme BaridiMob. Pourtant, à peine 15 % des Algériens utilisent régulièrement ces services, un chiffre très en deçà des taux observés en Inde (55 %) ou en Afrique du Sud (50 %). Malgré une infrastructure technologique solide, avec 91,5 % de la population connectée via smartphone et bénéficiant de la 3G/4G, cette opportunité reste large-

ment inexploitée. Ce retard s'explique en grande partie par une méfiance culturelle persistante vis-à-vis des paiements électroniques, une fiscalité perçue comme trop contraignante pour les commerçants, et une inclusion financière encore limitée. En effet, seulement 44 % des adultes ont accès aux services bancaires, un facteur qui freine considérablement l'adoption massive des paiements mobiles dans le pays.

Diversification des moyens de paiement et inclusion financière

En Algérie, bien que 18,8 millions de personnes possèdent des cartes bancaires, leur usage se limite majoritairement à des retraits d'argent liquide plutôt qu'à des paiements électroniques, surtout en milieu urbain. Ce phénomène, loin de favoriser l'inclusion financière, entrave en réalité son développement. Dans les zones rurales, l'adoption des cartes bancaires est encore plus faible en raison d'un accès limité aux services bancaires. Beaucoup de personnes ne disposent même pas de compte bancaire, ce qui les empêche d'accéder aux services financiers numériques. Cette situation réduit considérablement l'impact des cartes bancaires sur l'inclusion financière du pays. Pour améliorer l'accès aux services financiers, il devient impératif de diversifier les moyens de paiement en promouvant l'utilisation des portefeuilles électroniques et des paiements mobiles, qui s'avèrent plus adaptés aux besoins des populations éloignées des services bancaires classiques. L'exemple du Kenya, avec M-Pesa, dé-

montre que l'adoption des cartes bancaires (DAB/GAB) reste essentielle pour améliorer l'accès aux liquidités, notamment dans les zones reculées. Cependant, il ne faudrait pas que cela renforce l'habitude des citoyens à retirer l'intégralité de leurs revenus pour privilégier l'argent liquide. Cela freinerait l'inclusion financière par les moyens de paiement électroniques.

Il est donc primordial d'encourager les usagers à exploiter leurs cartes bancaires directement sur les terminaux de paiement (TPE) pour régler leurs achats, au lieu de se cantonner aux retraits. Par ailleurs, la virtualisation des cartes et l'utilisation des smartphones pour les paiements offrent des alternatives plus accessibles et économiques que les TPE, dont l'importation grève les devises du pays. En adoptant ces solutions, non seulement les coûts d'importation de TPE se réduiraient, mais cela contribuerait également à moderniser le système de paiement national.

Comparaison internationale et défis à relever

Malgré une large diffusion des smartphones et une couverture 3G/4G bien implantée, l'Algérie reste en retrait par rapport à d'autres pays en ce qui concerne l'adoption des paiements mobiles et l'inclusion financière. Le tableau ci-après propose une comparaison des indicateurs clés en matière de paiements mobiles, d'inclusion financière et d'infrastructures de paiement, mettant en lumière les écarts existants et les défis que l'Algérie doit surmonter pour accélérer sa transition numérique.

Comparaison des Indicateurs financiers et technologiques de 10 pays pays										
Pays	Abonnés mobiles		Paiement Mobile	Pénétration Internet	Pop. en millions	Inclusion Financière	Web Marchands	Cartes Paiement en Millions	TPE (Unité)	GAB/DAB (Unité)
	3G/4G	5G								
Algérie	91,8%	-	15 %	80 %	46,3	44 %	510	18,8	58 043	3 881
Turquie	90,0%	5,0%	20 %	64 %	85,0	69 %	2 000	33	150 000	11 000
Inde	88,0%	25,0%	55 %	50 %	1 428,2	80 %	95 000	750	2 500 000	22 000
Maroc	86,0%	4,0%	12 %	84 %	37,5	41 %	3 000	16	125 000	7 500
Afrique du Sud	82,0%	20,0%	50 %	75 %	61,0	85 %	20 000	50	600 000	30 000
Brésil	75,0%	18,0%	38 %	82 %	214,3	67 %	55 000	110	1 200 000	95 000
Kenya	68,0%	12,0%	28 %	43 %	54,7	82 %	1 200	12	80 000	4 500
Égypte	65,0%	-	20 %	72 %	116,5	27 %	4 000	30	150 000	14 000
Tunisie	60,0%	-	25 %	79 %	12,5	37 %	400	8	50 000	2 800
Nigeria	44,5%	-	45 %	46 %	232,6	45 %	5 000	40	120 000	17 000

Sources : Banque mondiale, IUT, WEF, ONU, Gie Monétique (Au 31 juillet 2024) , Banque d'Algérie, MPT, ARPCE, MF

(c) Ali Kahlane

Sources : Banque mondiale, IUT, WEI, ONU, GIE Monétique (Au 31 juillet 2024), Banque d'Algérie, MPT, ANPDP, MF

(c) Ali Kahlane

montre clairement que les paiements mobiles peuvent jouer un rôle crucial dans l'inclusion financière, en rendant ces services accessibles à une plus large frange de la population, y compris les non-bancarisés. En Algérie, des initiatives telles que BaridiMob pourraient également participer à cette démocratisation des paiements numériques, permettant ainsi à un plus grand nombre de citoyens de bénéficier de services financiers adaptés à leurs réalités.

Encourager l'usage des paiements numériques au lieu des retraits d'espèces

L'installation de distributeurs automa-

Opportunités pour les startups fintech algériennes

Le secteur des fintechs en Algérie regorge d'un potentiel de croissance considérable, avec plus de 6 000 startups actives en 2024 (et près de 8 000 enregistrées sur startups.dz à cette même date). Ces entreprises innovantes sont en mesure de contribuer significativement à l'expansion des paiements numériques et à la modernisation des services financiers dans le pays. Toutefois, l'accès au financement représente encore un défi majeur pour leur développement.

A suivre

LIBYE

Eni convoite de nouveaux gisements pétroliers dans le bassin de Ghadamès

Le bassin de Ghadamès est l'une des zones pétrolières onshores les plus prolifiques du territoire libyen. Bien que sous-exploité, ce périmètre a vu la découverte d'un gisement par la société publique du pétrole (NOC) en mai 2023.

La major pétrolière italienne Eni cherche à accroître son influence dans l'industrie pétrogazière de la Libye. Selon des informations relayées lundi 23 septembre, Eni prévoit de lancer des activités de prospection pétrogazière dans le bassin de Ghadamès, une zone d'intérêt de 390 000 km² située dans le nord-ouest du pays.

« L'exploration est l'un des principaux piliers de toute activité en amont. Nous n'avons jamais cessé d'examiner la Libye du point de vue de l'exploration et nous sommes impatients de relancer les activités sur ce site », a déclaré Martina Opizzi, responsable de la région Afrique du Nord et Levant d'Eni, lors d'un événement sur l'énergie, tenu à Rome.

Concrètement, les travaux de prospection envisagés par la multinationale concernent notamment les zones d'exploration A et B du bassin de Ghadamès. Parallèlement, Eni prévoit une campagne de forage en mer dans le bassin de Syrte d'ici à la fin de l'année prochaine.

En Libye, où sa production d'hydrocarbures atteint 62 millions de barils équivalents pétrole par an, Eni vise la monétisation de ressources pétrogazières non encore exploitées, évaluées à « plus d'un milliard [de barils, Ndlr] ».

L'un des obstacles majeurs à surmonter reste l'instabilité politique qui affecte le secteur pétrogazier, principal vecteur de recettes pour le pays. Malgré ce défi, Eni s'est engagée dans un accord gazier de 8 milliards de dollars avec la NOC, dans un contexte de réticence générale des multinationales à investir en Libye.

Rappelons que le secteur pétrolier subit depuis quelques semaines les effets d'une crise politique au sommet de l'État, qui a entraîné une baisse de la production pétrolière de plus de 50 % le mois dernier.

ARABIE SAOUDITE

Aramco émet des sukuk libellés en dollars à l'intention des investisseurs internationaux

Le géant saoudien de l'énergie Aramco prévoit d'émettre des sukuk libellés en dollars américains dans le cadre du programme d'émission de certificats fiduciaires de SA Global Sukuk Limited, selon un document déposé à la bourse Tadawul.

Les sukuk représenteront des obligations directes, non subordonnées et non garanties de SA Global Sukuk Limited. La taille de l'émission dépendra des conditions du marché et de la demande des investisseurs au moment de l'offre.

Le produit de l'émission sera utilisé pour les besoins généraux de l'entreprise, en mettant l'accent sur le soutien des initiatives stratégiques en cours d'Aramco, l'amélioration de son bilan et le financement de l'expansion de ses opérations mondiales.

Cette démarche s'inscrit dans la vision à long terme d'Aramco, qui consiste à assurer la viabilité financière et l'efficacité opérationnelle tout en s'adaptant à un paysage énergétique mondial dynamique.

L'émission est soumise à l'approbation des autorités réglementaires dans les juridictions concernées. En outre, le sukuk sera conforme aux exigences de la règle 144A/Reg S de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933, telle qu'amén-

dée, ce qui permettra à Aramco de cibler les investisseurs institutionnels sur les marchés américains et internationaux.

La société a confirmé que l'émission suivra les règles de stabilisation de la Financial Conduct Authority (Autorité de conduite financière) et de l'International Capital Market Association (Association internationale du marché de capitaux), garantissant ainsi un processus réglementé et ordonné.

Une demande sera présentée pour que le sukuk soit inscrit sur la liste officielle de la FCA et négocié sur le marché principal de la Bourse de Londres, ce qui assurera la visibilité et la liquidité pour les investisseurs.

Aramco a désigné plusieurs institutions financières de premier plan comme teneurs de livre associés actifs pour l'émission, notamment Al Rajhi Capital, Citi et Dubai Islamic Bank PJSC. Les autres institutions impliquées sont First Abu Dhabi Bank, Goldman Sachs International et

HSBC, ainsi que J.P. Morgan, KFH Capital et Standard Chartered Bank.

Ces institutions animeront une série de réunions d'investisseurs à revenu fixe à partir du 24 septembre. Ces réunions devraient susciter un vif intérêt de la part des investisseurs mondiaux, compte tenu de la bonne cote de crédit d'Aramco et de l'attrait des sukuk en tant qu'investissement conforme à la charia.

Outre les teneurs de livre actifs, plusieurs autres institutions financières ont été nommées teneurs de livre associés passifs. Il s'agit notamment d'Abu Dhabi Commercial Bank PJSC, d'Albilad Capital et d'Alinma Investment. D'autres institutions sont impliquées: BOC International, Emirates NBD Capital, et Mizuho, ainsi que MUFG, NATIXIS, Sharjah Islamic Bank, et SMBC Nikko.

Ces institutions contribueront à la réussite du placement des sukuk sur divers marchés internationaux.

EGYPTE

Le fonds d'investissement saoudien PIF injectera 5 milliards \$ en Egypte

Après les Emirats arabes unis, qui avaient promis en février dernier d'investir 35 milliards \$ dans le pays le plus peuplé du monde arabe, le royaume d'Arabie saoudite vole au secours de l'économie égyptienne, confrontée à des difficultés financières croissantes. Le gouvernement égyptien a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 16 septembre 2024, que le

Fonds d'investissement saoudien Public Investment Fund (PIF) prévoit d'injecter 5 milliards de dollars en Egypte « Le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salman, a ordonné au Public Investment Fund (PIF) d'injecter 5 milliards de dollars en Egypte dans une première étape », a précisé le gouvernement, à l'issue d'une rencontre tenue à Riyad entre le Premier ministre égyptien, Mostafa Mad-

bouly, et Mohammed Ben Salmane. Le communiqué ne précise pas la date à laquelle les fonds seront investis et la nature des investissements. En 2022, le PIF avait créé une filiale à 100% en Egypte, qui avait été baptisée Saudi Egyptian Investment Company (SEIC). A l'instar du Koweït et des Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite a accordé, ces dernières années, plusieurs mil-

liards de dollars d'aide à l'Egypte sous forme de livraisons de carburants, de dons en cash, d'investissements et de dépôts à la Banque centrale.

Pour rappel, au 31 décembre 2023, Riyad avait des dépôts à long terme d'une valeur de 5,3 milliards de dollars auprès de la Banque centrale d'Egypte (CBE), selon des données publiées par les autorités égyptiennes.

L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL EN TUNISIE

«Le cadre juridique s'est amélioré... mais beaucoup reste à faire»

Le gouvernement tunisien a lancé plusieurs initiatives pour encourager la création de start-up et soutenir l'écosystème entrepreneurial. La loi « Start-up Act », adoptée en 2018, est l'une des mesures phare. Elle offre un cadre légal propice à l'émergence des start-up, avec des avantages fiscaux et administratifs pour les jeunes entreprises, des facilités de financement et un accompagnement dans leur développement... Toutefois, l'impact reste limité par des difficultés de mise en œuvre et un manque de synergie entre les différents acteurs publics

et privés, confie ZiedSdiri, C.E.O de « Millennium Leaders Group ». L'écosystème entrepreneurial en Tunisie est en plein essor, malgré certains défis économiques et sociaux auxquels fait face le pays. Depuis la révolution, notre pays a vu émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs motivés par la création d'un impact positif sur l'économie et la société. Avec une population jeune et qualifiée, le pays se positionne comme un terrain fertile pour les idées novatrices, malgré les difficultés structurelles.

Ainsi, les secteurs les plus dynamiques

en termes de création de start-up sont principalement la technologie, les TIC et l'agroalimentaire. La scène technologique se distingue, en particulier, par une forte croissance, avec des start-up innovantes qui développent des solutions numériques dans des domaines tels que la fintech, la e-santé et l'intelligence artificielle. « L'agriculture, traditionnellement un pilier de l'économie tunisienne, attire, elle aussi, l'attention des entrepreneurs, notamment dans les domaines de l'agritech et de l'agroalimentaire, avec des initiatives pour moderniser et optimiser les processus

agricoles », nous confirme ZiedSdiri, C.E.O de « Millennium Leaders Group ».

Sdiri indique que le gouvernement tunisien a lancé plusieurs initiatives pour encourager la création de start-up et soutenir l'écosystème entrepreneurial. La loi « Start-up Act », adoptée en 2018, est l'une des mesures phare. Elle offre un cadre légal propice à l'émergence des start-up, avec des avantages fiscaux et administratifs pour les jeunes entreprises, des facilités de financement et un accompagnement dans leur développement.

GABON

La banque des TPE et PME lance ses activités en octobre

Dénommée Banque pour le commerce et l’entrepreneuriat du Gabon (BCEG), elle devient la 8e banque du pays, et est dotée de d’un capital de 29 millions \$.

La Banque pour le commerce et l’entrepreneuriat du Gabon (BCEG), dernière-née des banques gabonaises, devrait lancer officiellement ses activités au mois d’octobre prochain, selon des sources au sein de la banque. Elle a obtenu en juin dernier, l’avis favorable de la Commission bancaire de l’Afrique centrale (Cobac), le gendarme du secteur bancaire dans la Cemap (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA). Dotée d’un capital de 17 milliards FCFA (28,89 millions \$), cette banque détenue à 100% par des institutionnels et des privés gabonais, est dédiée aux petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE) qui constituent

plus de 80% du tissu économique. « Elle a pour mission principale de répondre à leurs besoins spécifiques, afin d’avoir un impact favorable et durable sur l’ensemble de leur écosystème, constitué de particuliers et de professionnels », indiquent des sources proches de la banque. Et d’ajouter : « en offrant une gamme diversifiée de produits et services spécialement conçus pour répondre aux besoins des PME/PMI ainsi que ceux des professionnels et des particuliers, la BCEG aspire à devenir un catalyseur majeur de l’entrepreneuriat et à favoriser l’inclusion financière à travers le pays ». La BCEG ambitionne de se positionner comme un acteur clé dans le développement économique du pays, afin de contri-

buer à l’amélioration de la productivité et l’innovation des PME, et stimuler la contribution des PME au développement économique du pays. Cet établissement de crédit devient par ailleurs la 8e banque du pays, et la deuxième banque actuellement contrôlée par des capitaux nationaux, aux côtés de BGFIBank, le leader du marché gabonais. En octobre prochain, elle ouvrira ses portes dans la province de l’Estuaire, avant de s’étendre dans le reste du pays. A l’horizon 2027, elle ambitionne d’être présente dans toutes les neuf provinces du pays. Ce qui devrait contribuer à accroître le taux de bancarisation qui est de 30% au Gabon, selon des données officielles.

ZAMBIE

Le MCC approuve une initiative agricole de 458 millions \$

Selon la BAD, la contribution de l’agriculture au PIB de la Zambie a diminué, passant de 9,3% en 2012 à 3,3% en 2022, bien que le secteur emploie 24 % de la main-d’œuvre (58,5 % d’hommes et 41,5 % de femmes). Le Millennium Challenge Corporation (MCC) a approuvé, la semaine dernière, le programme « Farm-to-Market Compact » en Zambie, destiné à favoriser une croissance économique inclusive dans les secteurs de l’agriculture et de la transformation

agroalimentaire. Ce programme est doté d’un budget de 458 millions \$ financé par le MCC, avec une contribution de 33,75 millions \$ du gouvernement zambien. Selon les détails publiés par le MCC sur son site, le programme vise à réduire les coûts de transport des marchandises vers les marchés, améliorer l’accès aux équipements pour les petits et moyens agriculteurs et transformateurs. Il permettra également « d’augmenter le financement des projets d’infrastructures agri-

coles et de mener des réformes dans le secteur afin d’attirer davantage d’investissements privés ». L’approbation de ce programme intervient alors que depuis le début de cette année, la Zambie fait face aux conséquences du phénomène climatique El Niño qui a entraîné une vague de sécheresse dans 84 des 116 districts du pays. Cette situation a conduit à une baisse de 54 % de la production de maïs à seulement 1,5 million de tonnes en 2023/2024, son plus bas niveau en 16 ans.

Selon la BAD, le PIB réel de la Zambie est passé de 5,2% en 2022 à 5,8% en 2023, soutenu par « le commerce de gros et de détail, l’agriculture, ainsi que les activités minières et d’extraction du côté de l’offre, et par la consommation des ménages et des entreprises du côté de la demande ». Toutefois, l’institution souligne que la contribution de l’agriculture au PIB a diminué, passant de 9,3% en 2012 à 3,3% en 2022, bien que le secteur emploie 24% de la main-d’œuvre.

NIGERIA

Partenariat avec des entreprises russes pour relancer la sidérurgie

La réhabilitation d’une aciérie et la reprise de l’exploitation du minerai de fer dans l’Etat de Kogi devraient permettre au pays de réduire ses importations de produits sidérurgiques estimées à plus de 4 milliards \$ par an. Le Nigeria a signé un accord avec un consortium d’entreprises russes pour la relance d’un complexe sidérurgique

construit dans les années 70, a annoncé le ministère nigérien du Développement de la sidérurgie dans un communiqué publié le vendredi 20 septembre 2024. Cet accord a été signé avec le consortium composé des groupes MessrsTyazhpromexport, Novostal M Metallurgical Holding et ProforceManufacturing Limited, lors de la visite à

Moscou d’une délégation conduite par le ministre du Développement de la sidérurgie, Prince ShuaibuAbubakarAudu, du 14 au 21 septembre. Il porte sur la réhabilitation, l’achèvement et l’exploitation de l’aciérie AjaokutaSteelCompany Limited (ASCL) ainsi que la gestion de la National Iron Ore Mining Company (NIOMCO), une compagnie

minière publique qui exploite un gisement de minerai de fer dans l’Etat de Kogi (centre) « La relance du projet permettra au Nigeria de réduire ses importations de produits sidérurgiques, estimées à plus de 4 milliards de dollars par an, et contribuera ainsi à économiser les devises étrangères », a déclaré M. AbubakarAudu, cité dans le

communiqué. Le directeur général du groupe MessrsTyazhpromexport, EgorovAnatolevich, a, quant à lui, estimé que la reprise des activités minières et industrielles dans le complexe sidérurgique « pourrait créer plus de 500 000 emplois directs et indirects et augmenter la taille de l’économie de plusieurs milliards de dollars ».

CÔTE D’IVOIRE

Un investissement de plus de 28 millions \$ dans l’anacarde

La Côte d’Ivoire est le principal producteur mondial de noix de cajou. Le pays qui est également le 3ème transformateur de la noix derrière le Vietnam et l’Inde, reste à l’affût des opportunités d’investissement pour renforcer son industrie locale. En Côte d’Ivoire, 3 entreprises étrangères viennent de signer des engagements avec le Conseil du Coton et de l’Anacarde (CCA) pour investir 28,7 millions \$ dans la filière anacarde. Cet événement a eu lieu au cours du Forum d’investissement dans la filière anacarde, organisé par le CCA le lundi

23 septembre à Abidjan. Dans les détails, la première signature s’est faite avec le négociant de matières premières TORQ Commodities basé au Royaume-Uni et porte sur une intention d’investissement de 10 millions \$. La seconde implique un Consortium formé de l’indien Zantye Agro Industries et de l’autrichien Münzer, pour un montant de 11,2 millions \$, tandis que le dernier engagement a été pris par le négociant émirati de matières premières agricoles Agricas Global qui prévoit 7,5 millions \$. Il faut noter que l’objectif du Forum

organisé par le CCA est de promouvoir les opportunités d’investissement sur le segment de la transformation de l’anacarde en Côte d’Ivoire. Ces investissements, s’ils se réalisent, devraient accompagner les efforts déjà mis en œuvre par le gouvernement qui ambitionne de transformer jusqu’à 50 % de la production locale à l’horizon 2030. « La valeur ajoutée que nous pourrions réaliser à travers la transformation locale de ce produit est encore largement sous-exploitée. En effet, avec nos 21 % de taux de transformation en 2023, nous sommes encore loin de no-

tre objectif », à rappeler Kobenan Kouassi Adjoumani, le ministre de l’Agriculture. Selon les données compilées par la Direction générale des douanes, les exportations ivoiriennes de noix de cajou et d’amandes ont rapporté plus de 756,2 milliards de francs CFA (1,3 milliard \$) de recettes en 2023, dont seulement 17 %, soit 217 millions \$ proviennent des amandes de cajou. En Côte d’Ivoire, la récolte de noix est attendue à 1 million de tonnes en 2024, d’après les dernières projections formulées par le CCA en juin dernier.

CÔTE D’IVOIRE
48,7 millions \$ pour le chantier routier Fresco-Grand Béréby

Le financement de 48,7 millions \$ alloué par la BOAD vise à poursuivre les travaux sur ce tronçon stratégique du réseau routier ivoirien, qui interconnecte Abidjan au principal bassin agricole et touristique du pays. Le projet de renforcement de l’axe Fresco-Sassandra-San Pedro-Grand Béréby a obtenu un financement de 28,6 milliards FCFA (près de 48,7 millions USD) de la BOAD. Les travaux sur ce tronçon d’environ 180 km, qui est une section de la route côtière couvrant 353,5 km, portent notamment sur l’élargissement de la chaussée. Certaines sections partiellement achevées avaient été opérationnelles dans le cadre de la dernière Coupe d’Afrique des Nations. Le projet fait partie d’un plan national des Transports élaboré en 2011 et dont l’objectif est densifier le réseau routier. Construite depuis 1991, la route qui relie Abidjan à San Pedro, constitue une infrastructure majeure de mobilité et d’échanges pour la Côte d’Ivoire. San Pedro abrite en effet le 2ème port du pays, auquel sont reliés les principaux pôles agricoles de production de café, cacao, palmier à huile et hévéa. La région tient également une fonction essentielle dans l’exportation de minerais, et constitue une vitrine touristique. A terme, la modernisation de la route côtière stimulera tous ces secteurs clés de l’économie nationale. Elle permettra aussi de réduire les coûts et temps de trajet entre les 2 grandes villes.

POINT-MARCHÉS

Les places chinoises boostées par les mesures de relance, Tokyo lesté par la force du yen

Les indices de Tokyo ont ouvert en légère baisse mercredi 25 septembre, lestés par le renforcement du yen, alors que les places chinoises ont elles toutes démarré en hausse, toujours portées par les mesures de relance de l'économie annoncées par Pékin. L'indice vedette Nikkei reculait de 0,16% à 37.879,57 points à 00h46 GMT, et l'indice élargi Topix perdait 0,41% à 2.645,95 points.

L'indice Hang Seng a bondi de 3,12% pour atteindre 19.592,43 points, tandis que l'indice composite de Shanghai a augmenté de 1,34 % à 2.901,42 points. L'indice composite de Shenzhen, la deuxième Bourse chinoise, a gagné 1,19 % à 1 574,48 points. La Banque centrale chinoise a réduit mercredi un taux d'intérêt de référence, au lendemain de l'annonce d'une série de mesures pour tenter de relancer la croissance dans la deuxième économie mondiale. Le taux pour les prêts à moyen terme aux établissements financiers (MLF) a été abaissé de 2,3% à 2%. La dernière réduction de ce taux remontait à juillet. Mardi, la place new-yorkaise avait terminé en hausse, des mesures de relance en Chine et une chasse aux bonnes affaires triomphant de mauvais indicateurs américains.

«Un sentiment de surchauffe pourrait se faire sentir»

Les marchés japonais «devraient commencer la journée sur une note légère, alors que le marché américain s'est redressé et que le yen s'est renforcé face au dollar», a commenté Toshiyuki Kanayama, analyste pour le groupe japonais de services financiers Monex. Le Nikkei étant en hausse depuis quatre jours consé-

cutifs, «un sentiment de surchauffe pourrait se faire sentir», a, de son côté, affirmé Shutaro Yasuda du Tokai Tokyo Intelligence Lab. Par ailleurs, le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir, se réunit vendredi pour choisir son nouveau chef qui sera a priori la semaine prochaine le successeur de Fumio Kishida, au poste de premier ministre japonais. Pour Marcel Thieliant, économiste responsable de l'Asie-Pacifique chez Capital Economics, «la question essentielle est de savoir si le gouvernement prendrait le risque de voir sa réputation entachée en faisant fi de l'indépendance de la banque centrale (BoJ).» «Le Japon ayant de loin la dette publique la plus élevée de toutes les grandes économies, tout nouveau premier ministre a fortement intérêt à veiller à ce que les marchés obligataires restent disposés à prêter au gouvernement japonais à un coût raisonnable», a-t-il ajouté dans une note de Capital Economics. Sur le marché des changes, le yen s'est renforcé face au billet vert, ce qui pourrait desservir les valeurs liées au secteur de l'exportation. La devise nippone valait 143,18 yens pour un dollar vers 00h44 GMT, contre 143,23 yens mardi à 21h00 GMT. L'euro était quasiment stable à 160,27 yens contre 160,12 yens la veille, et se négociait pour 1,1193 dollar au lieu de

1,1180 dollar mardi. À la cote, les actions japonaises liées aux semi-conducteurs grimpaient après la progression du géant américain Nvidia la veille à Wall Street: Advantest (+3,40%), Screen Holdings

(+1,13%). Sur le marché du pétrole, le prix du baril de WTI américain reculait de 0,10% à 71,50 dollars et celui de Brent de la mer du Nord perdait 0,07% à 75,12 dollars vers 00H46 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 25 Septembre 2024 Valeur : 27 Septembre 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.1894	132.2044
1	EUR	EURO	147.4837	147.5269
1	GBP	POUND STERLING	176.9841	177.0042
100	JPY	JAPANESE YEN	91.8046	91.8214
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8309	18.8339
1	CHF	SWISS FRANC	156.4001	156.4364
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.4578	98.4763
1	DKK	DANISH KRONE	19.8417	19.8448
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0894	13.0934
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6851	12.6893
1	AED	UAE DIRHAM	35.9875	35.9955
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2336	35.2395
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.1239	433.3150
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.3311	43.7666
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6552	13.6568
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8505	27.9928
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3290	3.3393
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.7268	178.7268

AU LENDEMAIN DU PLAN DE RELANCE CHINOIS

La Bourse de Paris recule

La Bourse de Paris perdait 0,40% dans les premiers échanges mercredi, digérant le feu d'artifice boursier provoqué la veille par un plan de relance en Chine. Vers 08H10 GMT, le CAC40 reculait de 30,59 points, à 7573,42 points. La veille, l'indice vedette a terminé en franche hausse de 1,28%, à 7.604,01 points, galvanisé par l'annonce d'un plan de relance de la demande en Chine. Celui-ci contient notamment des baisses de taux et l'injection de liquidités dans l'économie. L'institution a complété ses annonces avec l'abaissement d'un nouveau taux mercredi. Certains secteurs très dépendants du marché chinois, comme le luxe et l'automobile, ont nettement profité de ces annonces. "La relance monétaire chinoise a provoqué une vague d'optimisme en bourse, dans la mesure où elle fait écho à une baisse des taux plus importante que prévu opérée par la Réserve Fédérale américaine", résume Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet

AM. Toutefois, "cette vague d'optimisme pourrait rapidement conduire à des prises de bénéfices et à un retour brutal à la réalité", estime-t-il. "Il faudra passer à des mesures structurelles pour relancer durablement la confiance des consommateurs chinois", abonde Michala Marcussen, cheffe économiste du groupe Société Générale. Durant la séance du jour, les investisseurs "n'auront pas grand chose à se mettre sous la dent", résume John Plassard, spécialiste en investissements pour Mirabeau. Ils devraient cependant tourner à nouveau leurs yeux vers les Etats-Unis, où ils "s'inquiètent de l'avenir de la croissance". Les marchés s'interrogent depuis plusieurs semaines sur le rythme que doit donner la Réserve fédérale américaine à son cycle de baisse des taux, afin d'éviter une récession dans la première économie mondiale.

Or, deux indices ont réveillé les craintes mardi. L'enquête mensuelle de l'association Conférence Board a fait état d'une chute de l'indice de confiance des consommateurs, à 98,7 points en septembre, contre 103,8 attendus. L'indice d'activité manufacturière dans la région de Richmond (Virginie) est tombé à son plus bas niveau depuis le début de la pandémie de Covid-19. En France, les investisseurs ont pris connaissance mercredi de l'indice de confiance des ménages français, qui s'est établi à 95, en hausse pour le troisième mois consécutif. Vers 8H00 GMT, sur le marché obligataire, le taux de l'emprunt français à dix ans s'établissait à 2,90%, après 2,91% la veille, signe que les investisseurs gardent leur calme, malgré un contexte de discussions tendues sur le budget 2025 au sein du gouvernement de Michel Barnier. L'écart des taux entre l'emprunt à dix ans français et l'emprunt allemand de référence

("spread") se situe à 0,75 point de pourcentage, soit 0,2 point de moins que la veille.

Airfrance décolle

Le groupe aérien français prend près de 8% vers 8h00 GMT sur le CAC 40, après la publication d'une recommandation positive de JP Morgan.

Orange se retire de New York

Le géant français des télécoms (-1,30% à Paris vers 8h00 GMT) a annoncé mercredi son intention de se retirer du New York Stock Exchange (NYSE), une décision prise la veille en conseil d'administration dans un souci de "simplification" et d'"efficacité". Orange, présent aussi sur la cote parisienne, va retirer ses "American Depositary Shares (ADS)" de la cote du NYSE et se "désenregistrer auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC)", le gendarme boursier américain, précise un communiqué.

BOURSE ZURICH

Hésitante dans les premiers échanges

La Bourse suisse tentait un rebond mercredi dans les premiers échanges, après avoir ouvert dans le rouge. Mardi soir, les principaux indices américains ont terminé sur de légers gains, poussés par des achats à bon compte après les replis récents ainsi que par les mesures de relance en Chine. "Les mesures sans précédent prises hier matin par la Banque populaire de Chine (PBoC) reflètent l'urgence croissante pour Pékin de relancer la croissance économique, soulignée par le dévoilement d'une série de mesures agressives d'assouplissement monétaire, dans une rare action conjointe", explique l'analyste

John Plassard de Mirabaud Banque. "Pour les investisseurs, ces développements offrent à la fois des opportunités et des risques. D'une part, l'afflux de liquidités pourrait générer des gains à court terme sur les actions et d'autre part, l'incertitude persiste quant à la durabilité de ces gains, d'autant plus que des facteurs externes tels que l'inflation mondiale et les politiques de la Réserve fédérale américaine exercent une pression sur l'économie chinoise", prévient le spécialiste. Sur le volet des nouvelles macro-économiques, l'OCDE publiera ses prévisions économiques mondiales en fin de matinée. En Suisse, on s'in-

téressera aux prévisions conjoncturelles d'automne du KOF et à l'indice UBS-CFA. Vers 09h15, le SMI grappillait 0,07% à 12'057,69 points, le SLI 0,08% à 1965,88 points et le SPI 0,06% à 16'045,07 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 19 progressaient, huit reculaient et les trois autres tergiversaient. Le paquebot alimentaire Nestlé restait à quai, quand les mastodontes pharma accompagnaient le rebond (bon Roche +0,3%, Novartis +0,1%). Le scandale des eaux minérales traitées pourrait être relancé judiciairement, l'association Foodwatch entendant déposer plainte mercredi à Pa-

ris pour obtenir qu'un juge d'instruction se penche sur les pratiques présentées comme frauduleuses du géant Nestlé et du groupe Sources Alma concernant le traitement de leurs eaux en bouteilles. Swatch Group (porteur +0,3%) a annoncé le franchissement du seuil des 3% de participation par Brandes Investment Partners de l'investisseur américain Charles Brandes. Son concurrent Richemont (+0,8%) régatait pour la seconde place du classement provisoire, derrière le fournisseur de l'industrie chirurgico-dentaire Straumann (+2,2%). Sur le marché élargi, l'assureur Helvetia (+2,9%) était soutenu par une

recommandation de JP Morgan, qui entame la couverture à "overweight", avec un objectif de cours à 170 francs suisses. Bâloise par contre lâchait 0,6%, L'équipementier de la chirurgie orthopédique Medacta (+3,5%) a poursuivi sa croissance au premier semestre et dépassé les attentes du marché. De son côté, Leclanché (+19%) a donné quelques informations sur le processus de Due Diligence en cours avec Pinnacle International Capital suite à un accord qui prévoit un investissement de 360 millions de francs suisses dans l'entreprise vaudoise.

ALLEMAGNE

Les instituts économiques noircissent le tableau de la croissance

Les principaux instituts économiques allemands devraient annoncer revoir à la baisse leurs prévisions pour 2024 et présager une contraction de -0,1% du PIB. Ce serait alors la deuxième année d'affilée pour l'économie allemande, après déjà une contraction de son PIB en 2023.

La première économie d'Europe va-t-elle voir son produit intérieur brut (PIB) se contracter une deuxième année d'affilée ? C'est ce que pensent les principaux instituts économiques allemands. Ifo, DIW, IWH, IfW et RWI auraient revu leurs prévisions à la baisse pour la croissance allemande pour 2024, d'après l'agence de presse Reuters. Ils tableraient désormais sur une contraction de -0,1% du PIB, contre une croissance de +0,2% en mars dernier. Les instituts économiques ont également revu à la baisse leurs prévisions pour les années à venir. Pour 2025, elle a ainsi été ramenée de +1,4% à +0,8%, tandis qu'en 2026, le PIB est attendu en hausse de seulement +1,3%, selon les sources.

Ces prévisions économiques combinées des instituts allemands doivent être publiées officiellement ce jeudi. Le ministère allemand de l'Économie s'appuie dessus pour élaborer ses propres perspectives. Selon les dernières prévisions du gouvernement allemand, l'économie du pays devrait croître de +0,3% cette année mais une actualisation de cet indicateur est prévu en octobre. Si ces prévisions se confirmaient à la fin de l'année, ce serait un nouveau coup dur pour l'Allemagne qui a été l'an dernier l'économie la moins performante de la zone euro, avec déjà une contraction de son PIB, de -0,3%. Il faut dire que la première moitié de l'année 2024 n'a pas été rassurante. Au premier trimestre, le pays a vu son PIB augmenter de +0,2% avant qu'il ne recule à -

0,1% au printemps. Et la Bundesbank a prévenu mi-septembre, dans un rapport mensuel, que « l'économie stagnera ou déclinera à nouveau au troisième trimestre ». « Toutefois, il ne faut pas s'attendre pour l'instant à une récession au sens d'une baisse significative, généralisée et durable de la production économique », a ajouté la banque centrale allemande.. Une reprise économique ne devrait se dessiner qu'en fin d'année, selon le ministère allemand de l'Économie. L'économie allemande est plombée par les difficultés de son industrie, secteur d'ordinaire pilier de sa croissance, le ralentissement de l'investissement et une consommation privée modérée, malgré un ralentissement de l'inflation.

ETATS-UNIS

Le risque d'un rebond de l'inflation reste important

Un rebond de l'inflation aux Etats-Unis reste plus probable qu'une forte dégradation de l'emploi, selon une gouverneure de la banque centrale américaine (Fed), au moment où la majorité de ses collègues considèrent ces deux risques comme désormais équivalents. "Je considère toujours que les risques liés à la stabilité des prix sont plus élevés, en particulier car le marché du travail reste proche des estimations du plein emploi", a déclaré mardi Michelle Bowman,

une gouverneure de la Fed. " A mon avis, les risques de voir l'inflation repartir à la hausse restent importants", a-t-elle ajouté. Michelle Bowman est la seule membre du comité de politique monétaire de la Fed, le FOMC, à avoir voté mercredi dernier contre la baisse des taux d'un demi-point de pourcentage qui a été décidée. Elle était favorable à une réduction plus faible. Selon elle, en effet, "une approche plus mesurée aurait évité le risque de signaler involontairement des in-

quiétudes concernant les conditions économiques", mais aussi "de raviver potentiellement les pressions inflationnistes". Ainsi, Mme Bowman a insisté sur le fait que le marché de l'emploi reste en bonne santé, bien qu'il se soit "détendu après les conditions extrêmement tendues des dernières années". La Fed a abaissé mercredi ses taux pour la première fois depuis 2020, les ramenant dans la fourchette de 4,75 à 5,00%. L'indice PCE de l'inflation, que la

Fed veut ramener à 2%, était resté stable en juillet, à + 2,5% sur un an. Les chiffres d'août seront publiés vendredi. Quant à l'indice CPI, son évolution est tombée en août à son plus bas niveau depuis février 2021, + 2,5% sur un an. La situation de l'emploi préoccupe désormais la Fed, alors que, bien que le taux de chômage ait reculé en août à 4,2% en août, les créations d'emplois ont ralenti ces derniers mois.

La Chine baisse de nouveau un taux pour soutenir son économie

La Banque centrale chinoise a réduit mercredi un taux d'intérêt de référence, au lendemain de l'annonce d'une série de mesures pour tenter de relancer la croissance dans la deuxième économie mondiale. Le taux pour les prêts à moyen terme aux établissements financiers (MLF) a été abaissé de 2,3% à 2%, a annoncé la Banque centrale dans un communiqué. Très suivi par les mar-

chés, ce taux est désormais à son plus bas historique. La dernière réduction du MLF remontait à juillet et celle de mercredi était largement anticipée par les économistes, alors que le gouvernement chinois tente de relancer la croissance. Parmi les mesures annoncées figurent de prochaines réductions de taux directeurs et pour les prêts. La baisse du MLF s'est accompagnée de l'injection

mercredi de 300 milliards de yuans (38 milliards d'euros) dans l'économie, selon la Banque centrale, au moment où le manque de liquidités est précisément un frein à l'activité. Ce coup de pouce profitait largement aux Bourses chinoises mercredi matin. La place de Hong Kong gagnait 1,65% vers 11H30 (03H30 GMT), tandis que Shanghai prenait plus de 1,73% et Shenzhen 2,34%.

POUR SA "SÉCURITÉ"

Le Canada envisage d'interdire les logiciels chinois sur les véhicules connectés

Le Canada songe à imiter les Etats-Unis en interdisant la vente de véhicules connectés intégrant des technologies chinoises, a déclaré mardi la vice-Première ministre Chrystia Freeland, invoquant des risques pour la sécurité nationale. L'électronique est de plus en plus intégrée aux voitures modernes, qui peuvent se connecter à des appareils personnels, à d'autres véhicules, à des infrastructures et à leurs fabricants - y compris les voitures électriques et les voitures autonomes. Interrogée lors d'une conférence de presse sur la décision du ministère américain du Commerce d'interdire les logiciels chinois

dans les véhicules, Chrystia Freeland a déclaré que le Canada avait également de "réelles préoccupations en matière de sécurité" concernant cette technologie. "Notre gouvernement a clairement indiqué qu'il prenait très au sérieux la surcapacité intentionnelle de la Chine et la menace que représente le pays pour la sécurité", a-t-elle déclaré à Ottawa. "C'est pourquoi nous avons agi de manière décisive en imposant des droits de douane sur les véhicules électriques chinois. Et nous examinons s'il est nécessaire d'imposer d'autres mesures", a-t-elle ajouté. Le Canada a imposé en août une surtaxe de 100% sur les importations de véhicules

électriques chinois, s'alignant ainsi sur les mesures prises par les Etats-Unis pour contrer en Amérique du Nord l'afflux de voitures chinoises subventionnées par Pékin. Chrystia Freeland a également indiqué au début du mois qu'Ottawa envisageait d'imposer de nouvelles taxes sur les produits minéraux critiques, les batteries, les produits d'énergie solaires et les semi-conducteurs chinois. La Chine a qualifié ces mesures d'injustes et a saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au sujet des droits de douane sur les véhicules électriques, estimant qu'il s'agissait d'une "mesure unilatérale et protectionniste".

La Banque de Suède baisse (encore) son taux

La Banque de Suède a annoncé baisser une nouvelle fois son taux directeur de 0,25 point ce mercredi, l'amenant à 3,25%. Si l'inflation a freiné, l'activité du pays tourne au ralenti. Résultat, l'institution monétaire envisage désormais deux nouvelles réductions de taux d'ici la fin de l'année. Et de trois ! La Banque de Suède a annoncé ce mercredi une nouvelle baisse de son taux directeur. D'un quart de point, comme lors de la première actée en août, pour la première fois depuis huit ans, puis en août, ce dernier s'est établi désormais à 3,25%. « Depuis le printemps, l'équilibre des risques concernant les perspectives d'inflation et d'activité économique s'est manifestement modifié », a justifié la Riksbank dans un communiqué. Et pour cause, si le pays est en passe de vaincre la forte inflation qui pesait sur son activité - elle s'est affichée à +1,9% sur un an en août - son économie souffre toujours d'une croissance atone. Son produit intérieur brut s'est contracté de 0,3% au deuxième trimestre, après une hausse de 0,7% sur les trois premiers mois de l'année. Si bien que ce nouveau desserrement des taux était largement anticipé par les économistes. Le contexte économique de la Suède justifie la possibilité d'accélérer la baisse des taux, selon la banque centrale. « Si les perspectives d'inflation et d'activité économique restent inchangées, le taux directeur pourrait également être réduit lors des deux dernières réunions de politique monétaire de l'année », dont une fois de 0,50 point de pourcentage, a indiqué la Riksbank. Elle anticipe même « une ou deux nouvelles baisses de taux au premier semestre 2025 ». « Le taux directeur devrait donc être réduit à un rythme nettement plus rapide que celui communiqué précédemment, ce qui contribuera à renforcer l'activité économique et à maintenir le taux d'inflation à un niveau proche de l'objectif », résume la Riksbank. L'institution « se montre à nouveau "dovish" », c'est-à-dire accommodante dans sa politique de taux pour favoriser la croissance économique, ont de leur côté commenté les économistes de Swedbank dans une note. Ils indiquaient déjà fin août s'attendre à ce que « l'économie suédoise entame une reprise vers la fin de l'année lorsque la politique économique deviendra moins restrictive » s'attendant même à ce que cette reprise « s'accélère en 2025 ». La Banque de Suède n'est pas la seule à avoir opté pour une baisse de ses taux directeurs. Mi-septembre, son homologue européenne a fait de même, en les réduisant de 0,25 point de pourcentage, une deuxième baisse après celle, de niveau identique, du mois de juin. Si bien qu'ils se situent désormais dans une fourchette entre 3,5% et 3,90%.

FUTURE RENAULT TWINGO 4

A quoi faut-il s'attendre ?

Le slogan publicitaire de 1993 disait : « Twingo, à vous d'inventer la vie qui va avec ». Et depuis, on s'est inventé pas mal de vies avec les trois générations de Renault Twingo. Mais c'est la première qui est dans le cœur des « twingotistes » la meilleure de toutes. Et d'ailleurs, Renault ne s'y est pas trompé en reprenant la ligne de ce modèle pour imaginer la prochaine Twingo qui sera électrique !

Présentée en octobre 1992 au premier Mondial de l'automobile (il se nommait auparavant Salon), la Renault Twingo surprend le public. Elle affiche un profil monocorps, une allure très originale avec ses deux gros yeux de grenouille, de jolies couleurs, elle est pratique, petite et spacieuse. Cette génération va rester quinze ans sur le marché français et être produite à 2 478 000 exemplaires pour le marché européen !

Les deux générations qui vont suivre, Twingo 2 en 2007 et Twingo 3 en 2014 ne connaîtront pas le même succès et rentreront dans le rang en devenant pratiquement des mini-citadines comme les autres. Si la Renault Twingo 3 qui n'existe plus qu'en électriques est toujours au catalogue du constructeur, elle va prendre sa retraite cette année, car la production a été arrêtée en avril dernier. La Twingo va donc disparaître mais ce n'est que pour mieux renaître. En effet, une nouvelle Twingo est à l'étude qui sera électrique, et conçue comme telle alors que la génération 3 était une auto thermique au départ. On sait déjà que la Renault Twingo 4, qui a été déjà présentée sous la forme d'un concept-car en novembre 2023 va être lancée au cours de l'année 2026.

Une allure générale proche de la Twingo 1

Lorsque l'on regarde le concept-car Renault Twingo Legend, on a l'impression de revenir trente-deux ans en arrière et d'être sur le stand Renault du Mondial de l'automobile 1992. Car la filiation entre ce concept-car et la première Twingo est évidente ! Bien entendu, de nombreux points sont différents à commencer par le nombre de portes, cinq sur la nouvelle contre trois sur l'ancienne.

Un projet important et des débuts difficiles

Mais pour le reste, tout est là, la forme monocorps, le hayon vertical, les projecteurs désormais à LED reprennent eux aussi la forme originelle de ceux de la Twingo 1. Modernisée, la Twingo se fait encore plus désirable et l'on n'a qu'une hâte, celle d'en prendre le volant... Mais c'est là que ça coince un peu et l'on vous explique pourquoi. Pour produire cette voiture dont Luca de Meo, patron du groupe Renault a d'ores et déjà annoncé le tarif (moins de 20 000 €), il fallait un partenaire industriel afin de limiter les coûts de conception, réalisation et fabrication dans le but d'avoir un retour sur investissement le plus rapide possible. Un partenariat avec Volkswagen qui prépare une Volkswagen ID.2 et une Volkswagen ID.1 de la taille de la future Twingo a été envisagé sérieusement.

Échec du partenariat avec Volkswagen

Malheureusement les pourparlers avec le groupe Volkswagen ont tourné court. Renault a alors cherché une issue à son problème de partenariat en essayant de mettre Nissan dans la boucle, sans obtenir le succès escompté. Il faut dire que Nissan a actuellement un accord avec Honda pour créer de petites autos électriques, principalement des « kei-cars » pour le marché ja-



ponais. De plus, la marque japonaise est déjà liée à Renault pour sa future Micra qui sera produite dans la même usine (Douai) et sur la même plateforme que la Renault 5. Cela suffit peut-être au bonheur de Nissan qui ne compte sans doute pas développer une gamme importante de petits véhicules électriques en Europe. Alors Renault a dégainé un plan B et s'est tourné vers un partenaire chinois afin de réduire le temps et les coûts de développement de cette auto, car pour produire une auto 100 % électrique qui devrait être vendue sous les 20 000 € Renault part pratiquement d'une page blanche.

Alliance franco chinoise et production en Europe

Concrètement, les équipes d'Ampère, qui est une branche française du groupe Renault dédiée à l'électrique et au software vont travailler sur le développement de ce véhicule avec le partenaire chinois de manière à avancer le plus vite possible sur ce nouveau projet qui doit être finalisé dans deux ans. Le style et l'ingénierie avancée seront réalisés en France et la production sera européenne. On sait depuis l'été que

l'usine de Novo Mesto en Slovénie se chargera de produire la nouvelle Twingo. C'est une sorte de retour aux sources pour la Twingo puisque la dernière génération de Twingo était assemblée sur les chaînes de cette usine slovène jusqu'en avril dernier. Renault va investir un demi-milliard d'euros dans cette usine afin de la moderniser et qu'elle puisse produire à partir de 2026 jusqu'à 150 000 Twingo électrique par an. Il s'agit donc d'un projet ambition que la marque au losange est décidée à mener à bien toute seule, même si les coûts, par l'absence d'un partenaire d'une autre marque, devaient être plus élevés que prévu. Mais lorsque l'on regarde le niveau de production attendue à Novo Mesto pour la Twingo, on voit que le Losange veut faire de son auto un succès commercial.

Aura-t-elle la même modularité que la Twingo 1 ?

Le style du concept-car ne devrait pas subir trop de modifications et c'est une bonne chose. Quant à l'habitacle de ce nouveau véhicule, il est encore tenu secret. Même si le concept-car Legend est une

maquette semi-creuse, on peut se rendre compte que le tableau de bord est très épuré et fait quelques clin d'œil à la Twingo 1, dont un écran numérique allongé, de dimension réduite en guise d'instrumentation. Le volant est de forme ovoïde avec une partie centrale ressemblant à un gros tube. Là aussi, il s'agit d'un beau clin d'œil à la première Twingo. L'écran d'infodivertissement est lui d'assez grande taille et correspond à ce que l'on trouve dans une voiture moderne. La première Twingo en plus d'une bouille sympa était dotée d'une bonne modularité avec une banquette coulissante, des dossiers de banquette rabattables en deux parties, assise et dossiers pouvaient également pivoter vers l'avant pour se caler contre les sièges avant. À l'arrière, le seul détail visible sur la maquette est le haut des dossiers de deux sièges individuels qui ressemblent aussi à ceux de la Twingo 1.

Des dessous de Renault 5

Quant à l'aspect technique de cette auto, il est sûr désormais que la nouvelle Twingo utilisera la plateforme de la Renault 5 E-Tech Electric, à savoir la base technique Ampr Small (nouveau nom de la CMF-B EV). Si pour les motorisations rien n'est encore arrêté pour le moment et il n'est pas sûr que la Twingo se sert de celles des Renault 5 E-Tech Electric et future Renault 4 E-Tech Electric, on sait que pour les batteries, ce ne sera pas des NMC (nickel-manganèse-cobalt) de la R5 qui seront utilisées. Afin de réduire les coûts au maximum, Renault pour sa future Twingo s'oriente vers des batteries LFP (lithium-fer-phosphate) plus abordables.

Il devrait y avoir au choix deux capacités de batterie pour la Twingo qui ne devrait pas être dotée d'une autonomie importante, sans doute moins de 350 km, ce qui est suffisant pour une mini-citadine. On devrait en savoir plus dans les prochains mois sur cette nouvelle Twingo.



PERFORMANCE ET SANTÉ

Le sport à l'ère de l'intelligence artificielle

2^e partie

Courir en utilisant une application qui analyse nos performances et nous fait des recommandations est devenu courant. Les solutions technologiques autour du sport de loisir ou professionnel se sont développées, contribuant à faire évoluer l'industrie du sport et les métiers qui s'y rattachent. L'intelligence artificielle fait partie des outils mis en œuvre. Parfois avec plus ou moins de bonheur : en novembre dernier, l'équipe de football écossaise Inverness Caledonian Thistle FC retransmettait un match en direct grâce au système Pixellot utilisant des caméras avec technologie IA intégrée de suivi de balle... or l'algorithme a confondu le ballon avec la tête, chauve, d'un juge de touche pendant une grande partie du match !

SkillCorner n'est pas l'unique startup travaillant dans ce domaine, citons également Foo-toVision et son logiciel d'exploration de données, à destination des professionnels et des fans. Celui-ci opère à partir des images retransmises et fournit des statistiques sur les matchs telles que la vitesse et les déplacements des joueurs sur le terrain. Ou encore Seattle Sports Science, spécialisée dans l'analyse vidéo. Grâce aux algorithmes de machine learning de sa solution ISOTechné, l'entreprise utilise des caméras 4K pour collecter et analyser les variables des matchs.

Dans le cadre de sa collaboration avec l'équipe espagnole de football de Malaga, l'outil a pu analyser la rotation du ballon, les passes réussies et ratées, les réceptions, le jeu collectif, les compétences individuelles, etc.

Pour être précis, ce type de logiciel doit être entraîné sur le plus grand nombre d'images possible, dans toutes les conditions météorologiques et d'éclairage, avec différents types de vêtements, de ballons et de physiques des joueurs. À Pau, la startup ST37 s'est spécialisée dans le vidéo-arbitrage en proposant une caméra intelligente et robotisée qui s'applique à l'escrime, au canoë-kayak et aux sports équestres. Elle a également déployé des solutions autonomes et abordables de vidéo-training et de vidéo-streaming sur la même logique que celle du vidéo-arbitrage : IA, robotisation, temps réel, interprétation du geste sportif. La société paloise a aussi présenté au CES 2021 (en virtuel) la plateforme PaaSport permettant de partager des activités sportives au sein d'une communauté. Grâce à un arbitre et un entraîneur pilotés par l'IA, les athlètes peuvent ainsi s'affronter à distance. Ces outils de collecte de données ont de nombreuses applications. Détection de talents, aide à la décision pour les entraîneurs et les athlètes, systèmes prédictifs, lors des entraînements mais aussi en temps réel. Oscar, le robot intelligent qui a équipé les skippers du Vendée Globe 2020 a permis, grâce à ses caméras, de repérer les objets pouvant provoquer une collision. L'IA permet également d'anticiper les dysfonctionnements, comme dans les courses de NASCAR, afin d'améliorer la sécurité dans ce sport automobile à risque.

Témoignage d'Ilyes Talbi, Data scientist freelance :

« Le tracking vidéo se fait généralement à l'aide de petites caméras installées dans les stades à l'occasion de matchs importants. Je trouve regrettable que ces données ne soient pas ouvertes, c'est un énorme gâchis. Je travaille sur un outil qui s'appuie sur les vidéos de retransmission TV des matchs, qui consiste en un enchaînement de modèles de computer vision : YOLO



pour la reconnaissance de joueurs, un modèle de détection de keypoints pour retrouver les lignes du terrain, un algorithme qui permet de calculer l'homo-graphie pour passer des coordonnées des joueurs en pixels aux coordonnées 2D et enfin un modèle de réidentification pour tracker les joueurs et retrouver leur trajectoire complète. Évidemment, cette approche a ses limites : pas de données sur les joueurs non visibles à l'écran, et pas d'informations sur la hauteur du ballon par exemple. Elle permet néanmoins de démocratiser l'analyse vidéo. »

Des outils automatiques de détection de talents

Dans le sport professionnel, le marché des transferts génère des milliards. En football, la FIFA a évalué les dépenses en 2019 à 6,7 milliards d'euros, soit 5,8% de plus qu'en 2018. Les fédérations et les clubs professionnels s'intéressent donc de plus en plus aux outils IA pour le recrutement, dont la détection de talents automatique, plus connue sous l'appellation scouting. L'analyse des données de performance et la prédiction permettent d'obtenir selon les experts des résultats plus fiables et de déterminer à la fois le potentiel de l'athlète, son impact potentiel sur le club et sa valeur marchande. En cyclisme, plusieurs équipes utilisent des programmes de détection de talents s'appuyant sur le nettoyage et l'analyse de données issues de data lakes et de remontées d'informations d'entraînements. C'est par exemple le cas d'Arkéa-Samsic qui a fait signer deux jeunes coureurs à partir d'une liste de dix coureurs établie par le programme développé en collaboration avec AWS / Teamwork. La société britannique Sentient Sport, soutenue par l'université de Southampton, propose elle aussi des outils basés sur l'IA pour optimiser les recrute-

lective

Au-delà de la détection de talents, l'IA s'est progressivement imposée comme un outil d'accompagnement pour les athlètes de tous niveaux et de toutes disciplines. En course à pied, on a vu apparaître ces dernières années des produits permettant aux coureurs de se perfectionner. Grâce à des capteurs de semelles comme ceux de Digitsole ou à des applications spécifiques, les sportifs peuvent mieux analyser leur course, les mouvements de leurs pieds, leurs appuis, et être coachés en fonction de leurs objectifs. Les outils prédictifs développés pour cette pratique sont intéressants car plus simples à développer que des outils pour des sports où les mouvements sont moins stéréotypés. De nombreux sports ont vu les bénéfices de ce type d'outils, comme le golf avec l'exemple du caddie intelligent Hello Birdie qui propose aux golfeurs une stratégie de jeu personnalisée pour qu'ils puissent progresser. Gautier Stauffer, professeur de gestion des opérations et supply chain à l'école de commerce Kedge, travaille également sur un projet de jumeaux numériques pour les golfeurs professionnels, un exemple d'évaluation et d'optimisation des performances pour les professionnels du PGA Tour. Autre exemple : la natation, où les performances des athlètes sont scrutées à la milliseconde près, avec le projet de recherche NePTUNE – Natation et Parana-tation, porté par Ludovic Seifert (Université de Rouen-Normandie) et Rémi Carmignani (École nationale des ponts et chaussées) et qui porte sur la performance des nageurs autour de l'apprentissage et de l'optimisation du geste sportif, l'utilisation des données et l'intelligence artificielle. Également lauréat de l'appel à projets STHP, son objectif est d'accompagner les entraîneurs et



projet DETECT (DETECTION et ESTIMATION des Champions et des Talents) de l'INSEP, réalisé en collaboration avec l'ANS, s'articule autour de la création, la validation d'outils d'estimation et de visualisation des potentiels, et l'estimation de l'obtention de médailles des athlètes. Outils d'aide à la décision pour la progression et la performance individuelle et col-

de maximiser les chances de médailles pour l'équipe de France de natation. L'IA est également de plus en plus utilisée lors de l'entraînement des athlètes, notamment dans l'aide à la décision en temps réel dans les matchs. En football, l'aide à la décision est évidemment un sujet récurrent depuis plusieurs années.

A suivre

Mots fléchés

On peut les avoir en main		Bouffon		Conséquence		Liquide à l'odeur de chloroforme		Jubilation		Il pète plus haut qu'il n'a le cul		Châtiment	
Conten-tement		Coiffures papales				Le noble est la boxe		Appareils pour élever des fardeaux					
												Petits chapeaux bretons	
Se tord				Religieux						Sorcier africain			
Vedettes en devenir													
										Généreux			
										Homo-sexuel inversé			
Très longue période				Surnom d'un demi de mêlée (Struxiano)		Hors d'ici					Béryllium		
Baie du Japon						Scrupuleuse					Fugitive		
			Liquider		Conduc-trices d'équidés								Entravée
Fleuve italien	Napperon				Pareil			Cinquième mois du calendrier juif				Drame au Japon	
	Langue du sud				Croquis			Copains					
		Escar-pement monoclin					Prairie de hautes herbes						
		Voie ferrée											
Culs								Fils de Pylade					
Barbecue	Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur						Ville de la tour penchée					Tige d'une plante	
							Vulgaire						
				Nouveau congé				Monument funéraire					
								H2O					
Mot d'encoura-gement				L'Irlande en VO						Non être		Anis âcre	Moyen supplé-mentaire
Fleuve russe				Moment d'une journée									
		Coup de baguettes frappé sur un tambour			Auteur de J'irai cracher sur vos tombes						Moyen de transport		
		Empereur déchu			Note de musique								
Conjonction de coordi-nation			Attendue								Unique		
Débarrasse l'eau			Valeur refuge										
						Un journal anglais (The)		Instruments de combat					
Attifé					Pur								
Vin blanc cassis					Dirigeant portugais					Division de la couronne		Affluent du Rhône	
			Isolé					Diminutif de Antonio					
			Retira					Épais					
Imbécile		Un sultanat					Partie d'un canon		Train de banlieue		Connu		
		Obtenue									Accumu-lation		
							Bloquer						
Coup de pieds													
Petit socle pour les golfeurs						Métamorphose				Arme rudimentaire			
			Affluent de la Dordogne					Roublarde					

Deux terroristes abattus et 12 éléments de soutien arrêtés en une semaine

Des détachements de l'ANP, ont, durant la période allant du 18 au 24 septembre, abattu deux terroristes et arrêté douze éléments de soutien aux groupes terroristes, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté durant la période du 18 au 24 septembre 2024 plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise le communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste un détachement de l'ANP a abattu (02) terroristes et a récupéré un (01) fusil semi-automatique de type Simonov et d'autres objets et ce, lors d'une opération qualitative à Tébessa".



DOCUMENTATION ET SÉCURITÉ
EXTÉRIEURE

Le Général Rochdi Fethi
Moussaoui, nouveau DG

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé mercredi, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, l'installation officielle du Général Rochdi Fethi Moussaoui, dans les fonctions de Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité Extérieure en remplacement du Général-Major Mehena Djebbar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 19 septembre 2024, j'installe officiellement le Général Rochdi Fethi Moussaoui, dans les fonctions de Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité Extérieure, en remplacement du Général-Major Mehena Djebbar. Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois républicaines en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution", précise la même source.

OCDE

Prévision d'une stabilisation de la
croissance mondiale à 3,2 % en 2024

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a relevé légèrement mercredi sa prévision de croissance mondiale en 2024, à mesure que l'inflation se dissipe et que les banques centrales abaissent les taux d'intérêt. L'institution basée à Paris prévoit 3,2% pour la croissance mondiale, en progression de 0,1 point

par rapport à ses dernières prévisions de mai, et maintient inchangée sa prévision pour 2025 également à 3,2%. Les réductions de taux d'intérêt devraient stimuler les dépenses à l'avenir, tandis que les dépenses de consommation bénéficieront d'une inflation plus faible, a déclaré l'OCDE dans une mise à jour de son dernier rapport sur les perspectives

économiques. L'inflation se rapprochant des objectifs des banques centrales, l'OCDE prévoit que le principal taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine sera ramené à 3,5 % d'ici la fin de 2025, contre 4,75 % à 5 % actuellement, et que la Banque centrale européenne abaissera son taux à 2,25 %, contre 3,5 % actuellement.

GUERRE EN UKRAINE

L'Algérie plaide pour un processus de négociation global et constructif

L'Algérie a appelé, mardi à New York, à intensifier les efforts pour lancer un processus de négociation global et constructif menant à la fin de la guerre en Ukraine. Intervenant lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur "le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine", le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a souligné, à ce propos, que le processus escompté doit permettre de parvenir à une solution politique et pacifique du

conflit et se conformer aux principes de la Charte des Nations-unies et de la légalité internationale qui régissent les relations entre les Etats membres de l'Organisation des Nations unies. Il a ajouté que le processus de négociation doit placer au centre de ses priorités le traitement des causes profondes du conflit et accorder toute l'attention nécessaire aux préoccupations sécuritaires des deux parties, car cette approche est la seule capable de garantir la pérennité de la solution requise.

Dans ce contexte, M. Attaf a rappelé les considérations qui ont motivé l'initiative proposée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la médiation entre les deux parties du conflit, la Russie et l'Ukraine, précisant que l'intention procède des relations exceptionnelles qu'entretient l'Algérie avec ces deux pays amis en vue de rapprocher les vues et d'œuvrer au règlement du conflit par des voies pacifiques.

Chronique Eco

d'Anouar
El Andaloussi

Des opportunités de coopérations trilatérales à exploiter

Le 18 septembre 2024 s'est tenue à Tunis une Table Ronde sur le thème « Renforcer la Coopération Trilatérale entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye : vers une approche régionale intégrée ». Elle a été organisée par une Fondation Allemande activant dans le Maghreb. Les organisateurs ont, d'emblée, annoncé quelle est inscrite dans le sillage de l'initiative trilatérale lancée en avril 2024 entre les Présidents de la Tunisie, de l'Algérie et de la Libye tenue à Tunis. Et de préciser, dans une Note conceptuelle, que « les trois pays voisins partagent des défis communs liés à la sécurité, au développement économique et à la gestion des ressources naturelles... ».

La Table Ronde a réuni environ 15 participants venant des trois pays et de divers horizons : Hauts fonctionnaires, Universitaires, Experts techniques, représentants du secteur privé et des organisations internationales. Trois thèmes ont été retenus pour les débats, organisés en panels :

Panel 1 : la problématique de l'eau dans la région et la gestion collective des ressources communes ou transfrontalières.

Panel 2 : la sécurité énergétique et le développement des énergies renouvelables ;

Panel 3 : la question des infrastructures et des connectivités pour une intégration régionale.

Sur le premier panel, les experts ont présenté des exposés techniques sur les réserves du plateau aquifère que partagent les trois pays. Tous convergent sur l'estimation des réserves de l'Albien autour de 60. 000 Milliards de m3 dont plus de 60% est située en Algérie. On relève aussi que le renouvellement se fait à peine à 1 Mds de m3 alors que le rabattement (baisse du niveau d'eau) est déjà constaté et donc la pression artésienne chute sur plusieurs sites. Le Panel a noté qu'il y a une symétrie entre le volume des ressources et les risques qui lui sont associés ; d'où les vulnérabilités liées à son exploitation, telles la pollution, salinité, risques d'effondrement suite à des puisements massifs, etc.

In fine, les trois pays partageant cette nappe doivent coordonner davantage leurs actions tant au plan de l'exploita-

tion qu'au plan de l'évaluation des risques.

Le deuxième panel (énergie) a évoqué le profil énergétique des trois pays, deux producteurs d'hydrocarbures, Algérie et Libye, alors que la Tunisie importe l'essentiel de son énergie. Ce dernier pays bénéficie du passage du gazoduc TransMed qui alimente l'Italie à partir de Hassi R'Mel et lui permet de prendre 5,5% comme droit de passage (en moyenne une valeur de 500 Millions de \$ par an). Par ailleurs, les trois pays ont des programmes ambitieux en matière d'énergie renouvelable (essentiellement le PV). L'Algérie a lancé un programme de 3GW en 2024 sur un programme de 27GM à 2035. La Tunisie annonce un programme de 0,34 GW en 2030 avant de passer à 22,66GW en 2050. La Libye développe son programme avec une projection vers l'Italie par un câble sous-marin. La Tunisie produit 5,6 % de ses besoins à partir des EnR, loin devant ses voisins. C'est dans l'hydrogène vert que la Tunisie affiche une grande ambition. En matière d'électrolyseurs, ils devront atteindre 0,26 GW en 2030 et 20GW en 2050.

Il apparaît nécessaire, comme pour l'eau, d'intensifier la coopération pour d'une part partager les expériences et d'autre part mettre des projets commun dans les EnR puisque les complémentarités sont très fortes, comme par exemple pour l'hydrogène vert où l'utilisation des gazoducs installés pour le transport est l'un de ces domaines de coopération. Il y a aussi la valorisation des hydrocarbures et des minerais pour exporter des produits à valeur ajoutée locale (par ex. la Tunisie dispose de grands gisements de phosphate et l'Algérie dispose du gaz). Enfin, le troisième Panel a abordé le thème des infrastructures et de l'intégration économique régionale. D'entrée en matière, il a été nécessaire de faire des rappels sur le potentiel d'intégration de cette région. Le potentiel est sous-exploité et la région demeure l'une des moins intégrées du Continent. Par ailleurs, les pays d'Afrique du Nord pourront tirer profit de l'ouverture vers l'Afrique subsaharienne.

Les infrastructures aident beaucoup à l'intégration économique par les échanges commerciaux. Ces derniers

sont aujourd'hui très faibles entre les trois pays. Ils ne représentent pas grand-chose par rapport au total des échanges de chaque pays. Ainsi, la part des échanges commerciaux (Import+Export) de chacun des trois pays par rapport au total de leurs échanges extérieurs, est la suivante : Algérie 2.33% ; Tunisie 6.90% et Libye 1.88%.

Globalement, les infrastructures de transport sont là. Elles doivent être développées davantage. On peut en citer les principales : l'Autoroute Maghrébine qui traverse les 5 pays de l'UMA et l'Egypte ; la Route Transsaharienne qui relie les trois pays entre eux et avec les pays du Sahel ; le Réseau Maghrébin d'Energie qui relie les pays maghrébins à l'Europe via l'Italie et l'Espagne. Il faut signaler la réouverture récente (été 2024) de la ligne de chemin de fer reliant Alger à Tunis.

Le panel a abordé la question des difficultés rencontrées aux frontières malgré les différents accords de libre échange (bilatéraux ou multilatéraux) comme l'AZAL (zone arabe de libre échange) ou la ZLECAF (zone de libre-échange africaine). En effet, les opérateurs rencontrent encore des limitations aux échanges, en particulier en matière d'harmonisation des procédures et des protections non tarifaires. Le Panel recommande la mise en place de Corridors de transports en tant que facilitateurs de l'intégration par les échanges commerciaux. Le développement du Corridor Maghrébin de fret sera un facteur majeur pour le développement des échanges euromaghrébins.

En conclusion, il a été recommandé d'encourager la création de Think -Tank indépendants sur l'Eau, l'Energie, les Infrastructures et les Echanges commerciaux et la création d'un Institut de l'Eau et un autre sur les EnR. Les instituts seront érigés par les Etats dans le cadre d'un accord ou une convention de partenariat avec un financement public et/ou international.